



**HAL**  
open science

## Le parti des copains. Ethnographie d'un comité de section, 2002-2004

Nicolas Bué

► **To cite this version:**

Nicolas Bué. Le parti des copains. Ethnographie d'un comité de section, 2002-2004. Revue Espace Marx, 2005, 22, pp.31-78. hal-00872466

**HAL Id: hal-00872466**

**<https://hal.science/hal-00872466>**

Submitted on 13 Oct 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le parti des copains : ethnographie d'un comité de section, 2002-2004 (Eléments et pistes sur le militantisme communiste\*)

« **Parti** : D'autres emplois du mot procèdent de l'idée de détermination, solution choisie pour résoudre une situation [...] *prendre un parti* (1375), cette dernière ayant fait fortune sous la forme **prendre parti** adopter résolument une décision » (fin XVe s.) vers la fin du XVIe et au XVIIe, cette valeur du mot se module diversement en **prendre parti de** [...], prendre son parti "se résigner" (1664) »

« **Copain** : le mot est un terme du registre familial désignant un bon camarade, *avec une nuance affective* qui le situe entre le simple camarade et l'ami »<sup>1</sup>

### Encadré : un comité de section exemplaire

Mercredi 24 avril 2002, 19h00. Exceptionnellement, le comité de section a lieu un mercredi et non un lundi. L'ordre du jour est depuis longtemps fixé : il s'agit du commentaire et de l'analyse des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, puis des perspectives pour le second tour. Le délai pour préparer le rapport introductif en tenant compte de la position officielle du parti paraissait trop court pour maintenir la réunion le lundi. 23 membres du comité de section du PCF sont présents au siège de la section de Calais. Trois jours plus tôt étaient connus les résultats : le candidat du PCF a recueilli 3.37% des suffrages exprimés, le plus bas score de toute l'histoire « du Parti ». L'ambiance est différente de celles des comités de section précédents. Les militants qui composent cette assemblée parlent moins, et moins fort qu'à l'accoutumée. Certaines habitudes sont toutefois maintenues. La disposition des membres du comité ne change pas significativement, chaque militant rejoint le groupe au-sein duquel il s'assoit habituellement. Comme souvent, dans l'attente du début de la réunion du comité proprement dite, les personnes présentes discutent avec leur voisin, commentent l'actualité, locale ou nationale ; mais à l'inverse des autres fois, on ne plaisante pas, et on ne rit pas. La quasi totalité de ces échanges informels concerne les résultats de l'élection présidentielle. « A Calais, on a fait le maximum. On n'a rien à se reprocher », dit un militant. Un autre déplore l'attitude « des gens » (catégorie usuellement employée pour qualifier la population au nom de laquelle on milite) qui demandent du travail à la mairie, et ne comprennent pas que le maire ne peut pas résoudre tous les problèmes. Un autre explique le bon score de Le Pen et de l'extrême-gauche par un traitement favorable des médias à leur encontre. Puis la discussion tourne sur le rapport entre la chute du PCF et la montée du FN. Certains vont jusqu'à chercher des preuves de ce lien dans leur expérience. On connaît le fils d'untel qui votait PCF et qui cette fois a voté FN. Plusieurs des stéréotypes grossiers habituellement diffusés sur le FN circulent. La rancœur s'exprime aussi par des propos violents, en particulier contre Le Pen et les médias jugés responsables du résultat. Un militant dit ainsi : « Quel malheur qu'on ne puisse pas flinguer ce mec ». Ce à quoi un autre rétorque : « C'est quand même malheureux qu'il faille être tombé à ce niveau pour dire ça ». Tout se passe comme si les militants présents, en parlant, souvent avec colère, cherchaient à se rassurer et à se dédouaner. Si le PCF est si bas, ce n'est pas leur faute : « C'est national. Il ne faut pas dire qu'à Calais, on perd par rapport aux municipales. C'est une présidentielle. En tout cas, c'est une rude claque quand même » ; « Ici, la section avait raison. Nous, on ne voulait pas de ministres communistes au gouvernement ». Plusieurs doutent de l'utilité de l'action militante de terrain, pourtant mise en avant, lors des comités de section tenus pendant la période de campagne électorale, comme l'une des raisons qui font la force du PCF à Calais : « Pour une fois que je m'investis à fond... » ; « Ça sert à quoi ? Le Pen n'a pas collé. Pas une affiche. Mais il a beaucoup plus fort : la télé ! ». Certains envisagent une autocritique routinière : « T'as des copains, c'est des énarques ! ». D'autres envisagent des solutions. Dans un premier temps, il s'agit de rassurer les adhérents : « Je vais suggérer que chaque adhérent reçoive une lettre ». Selon ce militant, le parti doit expliquer pourquoi il est tombé si bas et rassurer sur l'importance de l'action militante, la justesse de sa cause, mais aussi sur le fait qu'il n'est pas encore mort. Son voisin, à la mine déconfite, hausse les épaules.

La réunion formelle commence tendanciellement plus tard que d'habitude. Après m'avoir signifié que je n'allais « pas regretter d'être venu », le premier secrétaire de la section prend la parole pour marquer le début de la réunion. D'emblée, il insiste sur le « caractère exceptionnel » de « la réunion de ce soir ». En raison de l'actualité, l'ordre du

\* Je remercie Jérôme Godard, Sylvain Lefèvre et Karel Yon pour leur relecture attentive d'une première version de ce texte.

<sup>1</sup> Rey (Alain), dir., *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, 1992, pp. 1437 et 494 (je souligne).

jour est quelque peu modifié. « Prenons le temps de nous écouter ce soir » dit-il en premier lieu, comme pour inviter le groupe à exprimer en commun ses frustrations et ses colères, et ce faisant, à se ressouder. Là encore, il s'agit de rassurer les militants, de leur permettre d'exprimer leur désarroi. Son rapport introductif est orienté en ce sens : « A Calais, c'est un séisme politique, car le parti a fait un score faible, malgré l'activité très importante des camarades ». Puis il commente les résultats sur la ville, et les interprète : « Les militants font payer la note d'une participation gouvernementale contre laquelle ils étaient. D'ailleurs, on fait de bons résultats aux élections locales ». Son analyse pointe aussi que le problème vient de la démobilisation des communistes eux-mêmes, puisque : « On estime qu'il y a environ 40% d'abstention dans les rangs du parti ». « Comment expliquer cela autrement que par la faveur des médias pour les extrêmes ? ». « Il faut réaffirmer l'identité communiste » conclut-il en guise de solution. Le discours tenu rejoint souvent les propos échangés par les membres du comité de section. Au-delà, le rapport insiste sur l'utilité persistante du PCF, érigé en rempart contre l'extrême-droite : « Les étudiants, alors qu'aucun n'est communiste, se sont spontanément adressés à nous pour cette manifestation. Ca montre qu'on est encore une référence forte ».

Après le rapport commence la discussion. Le militant qui l'avait annoncé demande l'envoi d'une lettre à tous les adhérents. Le maire, présent cette fois, répond qu'il va sortir une *lettre du maire* à 35 000 exemplaires. D'autres insistent sur la nécessité pour les dirigeants de tenir compte des adhérents, de la base : « Pour donner des sous, on est d'accord, mais on demande d'être écouté en retour. La base, elle doit pas servir qu'à financer [le national]. La mutation continue après les européennes de 1999 et les municipales de 2001. Moi je demande plus de démocratie dans le parti, qu'on nous écoute, quoi ». Le maire, premier secrétaire de section jusqu'en 2000, renchérit : « Je crois qu'il faut arrêter d'avoir la même attitude que les responsables nationaux, il faut arrêter la langue de bois. [...] C'est l'établissement qui a été sanctionné ». Puis il s'attache à regonfler les troupes en mettant en avant l'enjeu de la survie du parti : « Le PC n'est pas mort, on va tous donner de l'argent, mobiliser, reconstruire ». Il met alors les militants en garde contre les risques de division tout en établissant une opposition entre le centre et la périphérie du parti : « Le meilleur moyen de faire mourir le parti, c'est de laisser les Parisiens décider pour tous. Il y en a qui veulent seulement sauver leur peau ». Les militants approuvent globalement le discours tenu, qui d'un hochement de tête, qui explicitement, qui en se réappropriant les propos : « Les décisions du haut commencent à m'emmerder » ; « [Le maire] a fait une analyse sur laquelle tout le monde ne peut être que d'accord » ; « Moi je reproche à la direction du parti les Alléluias dans le parti à notre entrée dans le gouvernement ». Les interventions suivantes reprennent la teneur de celles tenues dans les sous-groupes avant que ne commence la réunion, oscillant entre colère et désarroi (« Je suis persuadé qu'en militant dix fois plus, on avait les mêmes résultats »), recherche d'explications, de responsables et parfois de solutions. Le premier secrétaire de la section conclut alors la discussion en rappelant « les choses importantes qui ont été dites » : « On va tous faire remonter, car aujourd'hui Calais est une ville importante pour le PCF. [...] Là où on craque vraiment, c'est au niveau national. Il y a un vrai problème de relation dans le parti entre le haut et le bas. Les résultats de dimanche et des municipales 2001 montrent que notre ligne passe bien au plan local, mais dès qu'on change d'échelle, c'est plus pareil. Il faut qu'on se fasse entendre. [...] On va faire une lettre à tous les adhérents pour leur dire ce qu'on va faire, et leur expliquer pourquoi ».

Les extraits de notes ethnographiques qui précèdent illustrent le désarroi des militants communistes maintes fois constaté<sup>2</sup>. La lecture de ces paroles militantes saisies dans un moment de dramatisation de la crise que connaît le PCF depuis vingt ans semble aller dans le sens des très nombreuses analyses, le plus souvent macroscopiques, qui postulent et/ou concluent à la mort inexorable du PCF au terme d'un long processus d'agonie<sup>3</sup>. Les militants<sup>4</sup> eux-mêmes, tout en déplorant cette vision des choses, pensent leurs activités dans cette perspective de survie. L'accumulation de travaux insistant sur la fin de l'histoire communiste et la multiplicité des « causes » avancées tendent à occulter ce qu'il reste du PCF. A trop focaliser sur les facteurs de déclin, on court le risque de ne pas voir les formes de résistance. Comme l'écrivent François Platone et Marie-Claire Lavabre, la métaphore de la mort contribue peut être à masquer une

---

<sup>2</sup> A titre d'exemples, Bertho (Alain), *La crise de la politique. Du désarroi militant à la politique de la ville*, L'Harmattan, 1996 ; Mischi (Julian), *Structuration et désagrégation du communisme français. 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse de doctorat en science politique, EHESS, 2002 ; Jeuland (Yves), *Camarades. Il était une fois les communistes français... 1944-2004*, Documentaire, La compagnie des phares & balises, 2004.

<sup>3</sup> Pour une critique, cf. Pudal (Bernard), « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol. 52, 5-6, octobre-décembre 2002, pp. 545-559.

<sup>4</sup> Au sens d'adhérent actif. La définition donnée par Jacques Lagroye précise utilement cette notion : « celui qui a un fort intérêt pour le jeu, quelle que soit la nature de cet intérêt, et un intérêt à jouer le jeu ; intérêt se traduisant par l'engagement dans des activités qui produisent l'identité institutionnelle » ; Séminaire IFRESI « actions collectives, mobilisations, militantismes », intervention de Jacques Lagroye autour de son livre à paraître sur les militants catholiques, vendredi 19 novembre 2004, notes prises par Karel Yon.

partie de la réalité dont elle entend rendre compte. Aussi convient-il de « décrire *l'état présent* du Parti communiste français et de tenter d'évaluer, dans le même mouvement, la place qu'il occupe dans les mémoires et, plus largement, dans la culture politique »<sup>5</sup>. Envisager la question des persistances amène alors à rompre avec une vision uniquement passéiste. Les « restes » ne se limitent en effet pas à une réalité subjective – qu'elle soit mémorielle ou culturelle – ni à la réduction en miniature de ce que fut le PCF. A côté de ces aspects, dont l'élaboration des cadres sociaux suppose un temps long, ce qu'il reste du PCF, c'est avant tout une organisation, animée par des hommes, qui participe à la compétition dans le champ politique. Au présent, le PCF est bien un parti, certes beaucoup moins important qu'il n'a été, mais qui compte parmi les rares à avoir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale<sup>6</sup> et qui revendique environ 130 000 adhérents. C'est surtout un parti qui a été amené à évoluer.

Dans cette perspective, il est intéressant d'étudier le militantisme communiste actuel. Il convient en effet de s'interroger, parallèlement aux analyses du désengagement, sur les raisons et les modalités du maintien du militantisme dans un contexte de délitement de l'organisation partisane<sup>7</sup>. Comprendre l'engagement suppose de l'inscrire dans le temps<sup>8</sup>. La prise en compte de la dimension temporelle permet notamment de rendre compte de la variabilité des coûts et rétributions de l'engagement au cours de la carrière militante. Se centrer sur ce qu'il reste, c'est aussi envisager de façon dynamique et différenciée dans le temps les motifs et modalités de l'engagement. On peut alors se demander ce que « rester au PCF » veut dire, quand le désarroi semble gagner beaucoup des militants, y compris et peut être surtout parmi les plus investis. Rester dans une organisation, c'est avant tout y être au présent ; c'est aussi ne pas la quitter malgré les changements nombreux qui peuvent l'affecter, malgré les réorientations stratégiques et idéologiques, malgré les nombreux facteurs qui, chez d'autres, contribuent au désengagement. Il s'agit ici de proposer quelques hypothèses de recherche sur la pérennité, en certains lieux, du militantisme communiste. Les ressources et contraintes que peuvent rencontrer les militants dans leur engagement ont en effet changé au fur et à mesure du déclin de l'entreprise partisane. Dès lors, l'hypothèse d'une reconfiguration des raisons de l'action collective s'impose. Au final, l'interrogation sur les mutations du militantisme communiste dans un contexte d'individuation, de personnalisation et d'autonomisation des sous-unités<sup>9</sup> renseigne le déclin du PCF.

Le matériau exploité est pour l'essentiel composé de notes ethnographiques prises entre février 2002 et décembre 2004<sup>10</sup>. L'accent a été mis sur les réunions du comité de section (CS)

---

<sup>5</sup> Lavabre (Marie-Claire), Platone (François), *Que reste-t-il du PCF ?*, Autrement, 2003, p. 8 (je souligne).

<sup>6</sup> Dolez (Bernard), « Les mystères de la chambre bleue : des voix aux sièges lors des élections législatives de juin 2002 », *Revue française de science politique*, 5-6, 2002, pp. 577-591. L'auteur précise que le PCF n'a pas bénéficié de l'aide du PS pour « garder » son groupe.

<sup>7</sup> Cf. par exemple Leclercq (Catherine), « L'identité partisane au prisme de la désidentification. Une approche microscopique du désengagement au PCF », Communication au colloque de l'AFSP « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisation, réseaux, acteurs », Paris, 31/01 et 1/02/2002. Le désengagement ne peut se comprendre qu'au regard du maintien de l'engagement et vice-versa : Dreyfus (M.), *Le PCF, crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1990. Cet article ne pouvant procéder à cette comparaison nécessaire, nous nous bornerons à proposer quelques pistes et éléments éparés susceptibles d'informer le maintien du militantisme.

<sup>8</sup> Siméant (Johanna), « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 47-72.

<sup>9</sup> Perrineau (Pascal), dir., *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la FNSP, 1994, notamment, Ion (Jacques) « *L'évolution des formes de l'engagement public* », pp. 23-39. Si, comme l'a bien montré Annie Collovald, l'analyse des mutations du militantisme au prisme de l'individuation croissante de l'engagement reste très fragile, elle ne saurait être négligée tant elle imprègne parfois les grilles de lecture et les répertoires de justification des militants et des cadres, ainsi qu'on le verra. Cf. Collovald (Annie), dir., Lechien (Marie-Hélène), Rozier (Sabine), Willemez (Laurent), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 177-229.

<sup>10</sup> Durant cette période, nous avons suivi la quasi-totalité des réunions du comité de la section de Calais du PCF, les deux conférences de section, les réunions de campagne, quelques réunions du secrétariat de section et diverses

qui, par les usages qui en sont faits (cf. infra), constitue un lieu d'incarnation et d'actualisation de cette question : lieu de négociation et de mise en œuvre du dispositif d'encadrement communiste, le CS résume et synthétise en quelque-sort le militantisme au sein de la section. La composition particulière de cette instance (la plupart des membres sont des militants de longue date) et la relative « bonne santé » de la section calaisienne façonnent la visibilité des conditions et raisons pour lesquelles des militants restent au parti. Elles fournissent aussi à ses militants des mobiles pour rester dont ne disposent pas forcément leurs homologues de sections moins actives. Cependant, toute la vérité de l'interaction ne réside pas dans l'interaction : aussi ce matériau est-il complété par une quinzaine d'entretiens semi-directifs et de très nombreux échanges oraux informels recueillis lors des diverses manifestations, de la consultation des archives de la section et de l'observation de la vie quotidienne de la section durant les cinq jours passés à les consulter. Le matériau recueilli l'ayant été à d'autres fins, il s'agira de fournir davantage des hypothèses et pistes de recherche que des résultats solidifiés<sup>11</sup> ; il semble toutefois suffisamment riche pour offrir quelques éléments tangibles.

La méthode ethnographique apparaît adéquate pour l'étude d'un tel objet : en centrant le regard sur les significations subjectives de l'action et le ressenti des militants, elle permet de saisir la réalité quotidienne du militantisme, oscillant entre frustrations, espoirs, désarroi et actions. La focale permet en outre de rompre avec la vision mortifère des analyses macroscopiques d'un PCF présenté uniquement sur le mode du manque, pour éclairer la façon dont les militants tentent de surmonter ce manque. L'ethnographie contraint en outre à focaliser sur le militantisme actuel, visée qui s'impose ici. Il paraît cependant impossible de comparer en toute rigueur le militantisme actuel avec ce qu'il était autrefois – il faudrait pour cela avoir observé l'activité militante passée de la section avec la même méthode, même si les nombreux travaux consacrés au militantisme communiste, et notamment les observations de ce type portant sur d'autres lieux<sup>12</sup>, permettent quelques interprétations. De plus, l'appel à la mémoire des militants<sup>13</sup>, par le biais des entretiens pour l'essentiel, fournit de nombreux éléments. L'analyse en termes de « restes », conçue comme analyse du présent au regard du passé, impose en effet d'étudier en quoi ce passé, tel qu'il apparaît *subjectivement* chez les militants, agit sur le présent ; la « vérité objective » du passé compte ici moins que les évolutions ressenties, en ce qu'elles imprègnent les discours et pratiques du présent.

Si les résultats empiriques sont nécessairement localisés, l'observation microscopique doit permettre d'appréhender les logiques plus générales du maintien. Ainsi que l'écrit Michel Offerlé, « c'est dire que ce qui se passe dans une telle salle n'est jamais réductible à ce qui peut y être observé mais met en jeu des histoires déposées dans des corps et dans des choses. C'est dire aussi que ce qui se passe dans une telle salle n'est pas réductible à de l'anecdotique, mais permet de saisir ces structures cachées qui s'actualisent dans des interactions visibles. C'est dire aussi que ce qui se raconte dans cette salle a également en soi de l'intérêt »<sup>14</sup>. Si le militantisme des communistes calaisiens comporte nombre de spécificités locales, puisqu'il évolue dans une configuration intra et extra-partisane particulière, les logiques de maintien peuvent, sous réserve de vérification, être extrapolées à d'autres terrains : « dire qu'on ne peut pas généraliser les résultats des enquêtes monographiques au-delà des cas étudiés, c'est confondre la généralisation

---

manifestations et actions de campagne organisées par la section (fête champêtre, réception des nouveaux adhérents, porte-à-porte...).

<sup>11</sup> Beaucoup de ces hypothèses doivent être testées et élargies au moyen d'un questionnaire diffusé en janvier 2005 à l'ensemble des adhérents de la section.

<sup>12</sup> Cf. par exemple : Harris (André), Sédouy (Alain de), *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Seuil, 1974 ; Jenson (Jane), Ross (George), *The view from inside. A french communist cell in crisis*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California press, 1984 ; Cardoze (Michel), *Nouveau voyage à l'intérieur du parti communiste français*, Fayard, 1986.

<sup>13</sup> Au sens de Lavabre (Marie-Claire), *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Presses de la FNSP, 1994.

<sup>14</sup> Offerlé (Michel), « En salle. Formation syndicale et transactions éducatives. Ethnographie d'une salle de cours », *Politix*, 14, 1991, p. 45.

empirique des résultats avec la généralisation théorique d'un schème d'analyse ou d'un modèle explicatif qui a été construit à propos d'un cas empirique et concret »<sup>15</sup>.

Cette étude d'une section locale et d'une activité militante localisée amène à présenter de prime abord les lieux et les situations, depuis la place qu'occupe le PCF dans la configuration politique locale jusqu'au cadre plus étroit de la salle dans laquelle se tient le comité de section. En effet, une part des raisons de rester tient à ces caractéristiques locales. Puis l'observation des interactions et des rôles adoptés par les interactants permettra de déterminer à quoi sert un comité de section, dans l'optique d'informer sur les logiques de pérennisation du militantisme. Dans ces conditions, le travail effectué par le comité de section devrait mettre en évidence les adaptations du militantisme dans un contexte où la question de la survie est devenue quasi structurelle. Il sera alors possible de conclure par quelques hypothèses sur les raisons du maintien du lien militant, malgré le désarroi prégnant<sup>16</sup>.

### **Les ressources locales de la section**

Les pratiques militantes, au même titre que les milieux partisans<sup>17</sup>, sont localisées. Elles dépendent notamment des ressources et contraintes propres au groupe local. Le processus d'hétérogénéisation du PCF<sup>18</sup> et les particularités de la géographie de son déclin en archipel, reflets des logiques localisées (sociétales) de son implantation<sup>19</sup>, permettent de supposer une emprise croissante des particularismes locaux sur les modalités de l'action collective. Ces derniers constituent en effet un répertoire de justification de l'action de la section (cf. infra).

Les échanges en comité de section se tiennent par définition dans un cadre précis, celui de la réunion officielle routinière qu'est le comité de section (CS), mais aussi dans un lieu précis, le siège local du parti. Ils sont le fait d'individus dont les caractéristiques sociologiques, la socialisation, l'expérience et la mémoire notamment, sont spécifiques ; elles tiennent pour partie à leurs individualités, mais aussi aux particularités du groupe et de l'organisation auxquels ils appartiennent.

Aussi commencera-t-on par présenter l'ensemble de ces caractéristiques qui conditionnent l'interaction propre au CS comme les pratiques militantes des communistes calaisiens d'une manière plus générale.

### **Affaiblissement et maintien de la section**

De prime abord, ce qui frappe à l'observation des caractéristiques objectivables de la section, c'est son affaiblissement. La circonscription qu'elle couvre comportait, à la fin des années 1970, trois sections pour 35 cellules, contre respectivement une et treize aujourd'hui ; la section revendiquait alors 1500 adhérents contre 600 aujourd'hui. Outre le maire de la ville, l'ensemble des élus non municipaux (les trois conseillers généraux d'alors ainsi que le député) étaient au PCF. A l'intérieur de la municipalité, le PCF disposait de la majorité absolue. Aujourd'hui, seul un conseiller général sur quatre est communiste, le PCF doit compter avec ses alliés à la municipalité, et les deux députés de la ville<sup>20</sup> sont socialistes. L'affaiblissement concerne aussi l'activité du parti, symptôme et source parmi d'autres du désarroi des militants. La fête annuelle de la section qui,

<sup>15</sup> Champagne (Patrick), *Faire l'opinion*, Minuit, 2001, p. 37.

<sup>16</sup> Dans cet article, les mots, expressions et citations mis entre guillemets et en italique sont des termes indigènes usuels, paroles militantes, extraits d'entretien ou d'observation ethnographique.

<sup>17</sup> Sawicki (Frédéric), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997.

<sup>18</sup> Mischi (Julian), *opus cité*.

<sup>19</sup> Pour une synthèse théorique, cf. Hastings (Michel), « Le communisme saisi par l'anthropologie », *Communisme*, 45/46, 1996, pp. 99-114.

<sup>20</sup> Depuis le découpage / « charcutage » qui a réparti la ville sur deux circonscriptions en 1986.

sur le modèle de la fête de l'Humanité, attirait jusqu'à 10000 personnes autour de dirigeants nationaux du parti et de « vedettes » à la notoriété nationale, a laissé place à une brocante agrémentée par quelques groupes locaux, où la partie politique est assurée par les élus locaux considérés comme les plus importants. Les ventes de journaux ont décliné à l'avenant, au point qu'aujourd'hui, la diffusion du journal *Liberté* sur l'ensemble de la circonscription n'atteint pas les chiffres obtenus à l'apogée de la fin des années 1970 sur le seul Fort-Nieulay – quartier de 6000 habitants où le PCF obtient ses meilleurs résultats électoraux. Au-delà de ces chiffres qu'on pourrait multiplier (disparition de la plupart des organisations ancillaires, ventes de *l'Humanité*, nombre de militants effectifs, etc.), de très nombreux signes attestent d'un ralentissement certain de l'activité militante : les cellules ne se réunissent quasiment plus<sup>21</sup>, les réunions durent moins longtemps qu'autrefois, le parti fait régulièrement appel à des entreprises privées pour distribuer sa propagande à l'extérieur de la ville etc. Sur le plan électoral, le déclin est patent<sup>22</sup>. Entre la fin de milieu des années 1970 et le début des années 1980, le PCF arrivait systématiquement en tête des élections, quel qu'en soit le type. En pourcentage des suffrages exprimés, sur les bureaux de la ville, ses résultats oscillaient alors entre 30% (30.3% à la présidentielle de 1981, scrutin qui lui est le moins favorable) et 50% (51.9% aux cantonales de 1979). 20 ans plus tard (avant la séquence électorale 2004), il ne conserve sa primauté qu'aux élections cantonales, étant régulièrement devancé par le PS aux élections nationales (présidentielle, législatives et européennes), par le RPR (législatives et présidentielle, union de la droite aux régionales de 1998), voire le FN (présidentielle 2002). S'il obtient toujours ses scores les plus élevés lors des consultations locales (entre 20 et 25% aux régionales et cantonales), le PCF se situe aux alentours de 15% aux européennes et législatives, et n'atteint pas les 10% à la présidentielle de 2002 (8.6%).

Au total, la section de Calais apparaît comme une section resserrée autour de quelques dizaines de militants actifs, parmi lesquels la plupart des élus et des membres du CS. En d'autres termes, les militants sont pour l'essentiel ceux qui disposent plus ou moins directement de rétributions<sup>23</sup> matérielles et/ou symboliques à leur engagement. Avec la disparition de facto de la plupart des cellules, la section initie et centralise l'essentiel du militantisme. Ce passage au « *militantisme de section* » constitue l'une des préoccupations majeures des responsables et militants :

\*« Aujourd'hui, il y a un noyau qui gravite autour de la section. Avant, c'était autour des cellules.

Le problème, c'est le manque de jeunes ». (secrétaire de section, réunion de travail, 20/11/02)

\*« On prévoit une réunion sur les questions de l'organisation, de la vie et du fonctionnement du parti, et sur comment, nous, responsables, on arrive à faire d'eux des militants. Car on est passé d'une forme de militantisme à une autre. Il nous faut voir ce qui a changé, comment la télé prend du temps sur le militantisme, tout ça ». (premier secrétaire, CS, 25/10/04)

Face à la démotivation croissante des adhérents qui « *ne sentent pas la nécessité de se réunir en cellule* », le maintien des cellules semble essentiellement tenir à des facteurs personnels – signe d'un attachement parfois plus affectif que politique :

\*« Les adhérents du quartier sont plus exactement liés à X, car beaucoup veulent rester avec lui sans rester dans le quartier » (secrétaire de section, réunion de travail, 20/11/02)

\*« On a vu notamment la faiblesse du parti, qui repose surtout sur des liens personnels, notamment avec X, ou avec nos élus. Mais c'est fragile, car il n'y a pas de sociabilité communiste ni de vie du parti » (secrétaire de section, CS, 2/12/02)

\*« J'en ai marre d'être le seul pour les timbres. Des adhérents, il n'y a pas de problèmes, mais le jour où j'arrête, il n'y a plus rien » (propos informel, secrétaire de cellule, CS, 10/11/03)

<sup>21</sup> 5 ou 6 se réunissent encore de temps à autre, dont celles animées par les deux permanents. Un secrétaire de cellule, secrétaire de section réunissant sa cellule 4 à 5 fois l'an commente ainsi : « C'est presque une exception ici à Calais » (entretien octobre 2004).

<sup>22</sup> Bué (Nicolas), « De la relativité des phénomènes sismiques. Le vote communiste à Calais de 1969 à 2002 » *Communisme*, 72-73, 2002-2003, pp. 139-171.

<sup>23</sup> Au sens de Daniel Gaxie : il s'agit des satisfactions, des avantages, des plaisirs, des profits, des gratifications, des incitations, ou des récompenses du militantisme, autant d'éléments, pas nécessairement recherchés comme tels et la plupart du temps non monétaires et symboliques, qui contribuent à soutenir le militantisme.

La section reste pourtant « *en bonne santé* » relative, ainsi que les responsables n'hésitent pas à le rappeler aux militants – sans toutefois préciser ce que cela recouvre. Ainsi, lors de la conférence de section tenue le 4 décembre 2004, ce discours fut énoncé de façon récurrente ; le nombre des nouveaux adhérents (160 depuis avril 2002) fut rappelé plusieurs fois – mais jamais celui des défections. En parallèle, les exemples attestant du fait que « *ça vaut la peine de se mobiliser* » étaient mis en avant, tels un registre de mobilisation des militants<sup>24</sup>.

La section est de même relativement puissante au regard des autres organisations politiques localement implantées. En termes de potentiel militant, elle compte 50% d'adhérents de plus qu'en 1971 (effectifs réels), date de la conquête de la ville par les communistes<sup>25</sup>, soit, aujourd'hui encore, davantage d'adhérents que l'ensemble des autres partis de gauche sur la ville. Avec deux permanents, tous deux secrétaires fédéraux (le secrétariat fédéral comporte 5 membres), elle dispose d'une capacité d'initiative et d'influence non négligeable, tant au niveau local que fédéral.

Sur le plan électoral, Calais reste une zone de force du parti, tandis que la plupart de ses ressources, au-delà de celles qui proviennent du corps militant lui-même, sont liées à la possession de la mairie<sup>26</sup>. Ainsi qu'on le voit dans les répertoires de mobilisation des militants ou dans la composition du CS (cf. infra), municipalité et parti se rejoignent de plus en plus. La frontière formelle entre les deux institutions est néanmoins préservée : chacune conserve des activités et un fonctionnement organisationnel propres.

Le changement de maire en 2000 contribue à expliquer le regain récent du parti. Celui-ci a d'entrée imposé sa « *dimension politique* », selon l'expression d'un de ses plus proches collaborateurs : outre son entrée en 2003 au conseil national, il a dirigé la liste du parti aux élections européennes de 2004 dans la grande région Nord-Ouest et a été élu avec 6.8% des suffrages exprimés, le meilleur score obtenu par une liste communiste. A Calais, il recueille un peu plus de 40% des suffrages, soit le meilleur résultat du parti, toutes élections confondues, depuis les législatives de 1981. Aux régionales, le PCF a certes perdu du terrain, dépassé pour la première fois à ce type d'élections par le PS, mais il se maintient autour des 20% des suffrages exprimés (19.5%). Aux cantonales, s'il perd une élue, il progresse en voix comme en pourcentage sur les bureaux de la ville (25.6%, en hausse d'1.9 point). D'une façon générale, il tend à reculer aux élections dites nationales, et se maintient dès lors que les candidats sont issus de la section.

La crise du PCF tend à produire une concentration des ressources humaines autour des « bastions » qui subsistent. Outre que l'importance relative de la ville croît au sein du PCF (il s'agit désormais de la plus importante ville de province à direction communiste), le maire a profité de la mise en place de la communauté d'agglomération pour renouveler plusieurs cadres municipaux. Il a ainsi pu, dans le cadre de sa stratégie de leadership, recruter un secrétaire général de mairie plus politisé que son prédécesseur. De même, il a « profité » du changement d'équipe à la direction nationale du parti pour engager d'anciens collaborateurs de Robert Hue : son directeur de cabinet – une nouveauté à Calais – n'est autre que l'ancien responsable national aux élections, aujourd'hui encore membre du conseil national, tandis que l'un de ses assistants parlementaires, autre « *renfort d'influence* »<sup>27</sup>, travaillait à ce même secteur. Les communistes locaux disposent ainsi de ressources fortement accrues, ce qui leur offre une marge de manœuvre interne relativement importante. En externe, les récentes consultations électorales leur permettent d'envisager l'avenir avec une

---

<sup>24</sup> Ainsi d'ailleurs qu'un répertoire de justification tant de la position idéologique de la section que de la façon dont son fonctionnement est organisé (cf. infra), légitimant par là-même la direction. Comme le précise Georges Lavau, les nouvelles adhésions légitiment le parti et sa direction car elles sont preuve de bonne santé. Cf. Lavau (Georges), *A quoi sert le PCF ?*, Fayard, 1981.

<sup>25</sup> Bué (Nicolas), *Entre beau-frère et camarade. La conquête de Calais par les communistes en 1971*, mémoire de DEA en science politique, Lille2, 1999.

<sup>26</sup> Sur cet aspect, cf. Mischi (Julian), « La recomposition identitaire du PCF. Modernisation du parti et dépolitisation du lien partisan », *Communisme*, 72-73, 2002-2003, pp. 71-99, en particulier pp. 89-91.

<sup>27</sup> Secrétaire de section, entretien, octobre 2004.



sérénité relative, puisqu'ils restent, aux élections locales, l'une des, sinon la, principales forces politiques locales, en concurrence avec le PS.

Enfin, sur le plan idéologique et stratégique, la section a opté à la fin des années 1990 pour une position intermédiaire entre les tenants de la mutation et les « orthodoxes ». Si le comité de section a régulièrement souhaité un abandon de la mutation, ou plus exactement une autre mutation plus respectueuse de ce qu'il considère comme l'identité communiste, il a en revanche toujours refusé d'entrer en dissidence, pas tant par légitimisme que par « *refus des tendances qui affaiblissent le parti* ». Si tous les militants n'adhèrent pas à cette conception, le caractère intermédiaire de ce positionnement favorise, semble-t-il, son acceptation par la majeure partie de ceux qui sont restés<sup>28</sup>. Les interactions entre militants comme les entretiens individuels menés tendent à accréditer l'image de section consensuelle propagée par les responsables. Il convient toutefois de déconstruire cette relative homogénéité. En effet, elle est le fruit d'un travail constant de lissage des divergences, effectué pour partie en CS (cf. infra). De plus, elle n'occulte pas certains clivages, notamment générationnel – les plus anciens contestent davantage les changements intervenus au PCF depuis les années 1970 et surtout depuis la mutation. Le recrutement récent du directeur de cabinet du maire illustre cette volonté de préserver l'homogénéité idéologique ; le contrat moral passé avec ce dernier, concurrent potentiel mais « huiste » déclaré, implique qu'il ne s'investisse pas outre mesure dans les activités de la section comme de la fédération. Enfin, l'homogénéisation ne s'est pas faite sans heurts. En 1999, une conseillère municipale démissionnait de ses fonctions en reprochant aux élus et responsables de la section leurs critiques contre « *les orientations de la fédération du Pas-de-Calais* », et plus récemment, une cellule dissidente, proche des orthodoxes, a été dissoute :

« 10 adhérents, des bolcheviques qui ont le culte de Lénine et de Staline. Ils ne diffusaient pas les tracts, alors on les a viré du CS, et aujourd'hui la cellule n'existe plus. Ils ne participent plus à la vie de la section, mais ils se réunissent ». (premier secrétaire, entretien, mai 2002)

Tout se passe donc comme si la section, profitant de l'importance relative croissante de ses ressources, avait développé une stratégie autonome destinée à se préserver des difficultés que le PCF, et notamment la fédération du Pas-de-Calais, ont pu rencontrer.

### **Le siège, ressource et base du militantisme**

Le comité de section se tient au siège de la section. Ce fait n'est semble-t-il pas anodin. En effet, un lieu et des objets « servent de cadre aux cérémonies et aux interactions [...] ; ils jouent un rôle pour les différents participants (contrainte matérielle – pièce trop petite, trop grande ; référence commune – lieu intime, impressionnant pour tous, pour quelques-uns ; support d'appropriation – chez moi, chez vous, chez eux). Ils portent une histoire qui à travers eux s'impose aux participants. [...] Un lieu et des objets sont à la fois le cadre et le produit d'interactions sociales. Ils ont des producteurs et des usagers. Ils portent la marque des événements qui s'y sont déroulés et ces événements, réciproquement, leur doivent quelque-chose »<sup>29</sup>. En ce sens, ils impriment leur marque sur les interactants.

Le siège de la section, situé en centre-ville, sur un coin d'un des principaux boulevards, a peu bougé : s'il fut un temps face à son emplacement actuel, il se situe à nouveau sur les lieux mêmes du siège « historique », là où les « héros » locaux du parti militaient. La localisation, relativement consensuelle, préserve les susceptibilités :

« [à propos du changement potentiel de lieu] Pour les militants du Fort-Nieulay, ça aurait été valorisant. Mais je sais pas si ça aurait été pareil pour tout le monde. Ceux du Beau-Marais se seraient peut être sentis un peu délaissés. [...] Alors c'est bien que ce soit au centre » (entretien, secrétaire de cellule, décembre 2004)

<sup>28</sup> Lors du vote des motions pour le congrès de 2003, le texte national a réuni 10% des suffrages calaisiens, celui de la fédération du Pas-de-Calais 53%.

<sup>29</sup> Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide l'enquête de terrain*, La découverte, 2003, pp. 167 et 169.

En entrant dans cette ancienne maison, une petite pièce, avec en face un bureau et sur la droite des tas de tracts et de journaux, fait office d'accueil. La pièce située immédiatement à droite comporte la photocopieuse et un ordinateur à partir duquel est actualisé le site internet. Plus loin une petite salle abrite les archives de la section, le fax, des verres marqués du nom de la fédération du Pas-de-Calais et quelques bouteilles destinées aux réceptions. A gauche de l'entrée, la grande salle accueille les comités de section. Plusieurs affiches rappelant les combats locaux ou nationaux du PCF ainsi qu'un plan de la ville ornent les murs. La pièce est longue et étroite, parcourue de part en part par une longue table. La disposition ne facilite pas les échanges et pose parfois problème en cas de réception. Au milieu de la pièce, au-dessus d'une ancienne cheminée, est exposée la photo de « Pépé », militant considéré comme exemplaire qui occupa longtemps les fonctions de trésorier ; il y figure en train de lire *Liberté 62*, le journal départemental du parti. L'encadrement de cette photo, plusieurs mois après qu'elle a été accrochée, fut salué par les habitués. Par sa seule présence, cette photo rappelle la norme militante<sup>30</sup>, faite de dévouement, de désintéressement et de camaraderie. Jusqu'à cette année, les militants s'y asseyaient, soit sur des chaises du parti, soit sur des chaises marquées du logo de la ville. Nombre d'objets signalent d'ailleurs le lien entre la section et la municipalité : les cendriers au logo et au nom de la ville, des crayons « ville de Calais » que les militants présents à la conférence de section de 2002 ont reçus, les agendas des élus, etc. D'autres rappellent les actions menées : désormais, les militants s'assoient sur les « *nouveaux sièges, non achetés, donnés par les petits Lu, en remerciement de l'aide qu'on leur a apportée. Ce sont en quelque sorte les sièges de la solidarité* » (premier secrétaire, CS, 25/10/04). Plusieurs objets rappellent d'ailleurs cette mobilisation emblématique<sup>31</sup> : une tirelire destinée à recueillir des fonds pour soutenir les ouvriers en lutte ou encore l'affiche de la campagne présidentielle de Robert Hue en 2002, sur laquelle figurent deux ouvrières de l'usine de Calais. La connotation politique des objets est donc explicite, destinée à célébrer les luttes, comme à rappeler les valeurs ouvrières de solidarité. Au fond, une dernière salle comporte de nombreux ouvrages et numéros des *Cahiers du communisme*.

Le siège, base logistique, tant pour l'organisation de réunions que pour entreposer le matériel militant, constitue une ressource politique importante pour l'organisation locale. De la photocopieuse aux tracts en passant par les affiches, le matériel de collage, les journaux, des archives diverses, ou encore les moyens de communication et outils nécessaires au travail des permanents, il représente l'endroit où les militants les plus actifs viennent accomplir une part significative de leur travail militant. C'est aussi un point régulier de ralliement ou de rendez-vous : on y passe déposer ou prendre du matériel, parfois discuter d'un problème avec les permanents, ou plus simplement lire le journal.

Le siège constitue par ailleurs une ressource potentielle à disposition des « périphéries » partisans. La section de Calais s'est opposée, à la fin des années 1990, à la fédération. Pendant presque deux ans, les élus ont cessé de verser leurs indemnités (reversées par la suite), et la direction de section s'est alors consacrée à l'acquisition en son nom propre d'un local. Un bâtiment – qui n'a jamais fait office de siège – a été acheté dans un quartier périphérique de la ville, celui où le PCF réalise ses meilleurs scores électoraux. Une fois le siège acquis, le local de substitution a été revendu, à la fois pour des raisons financières et parce que sa possession n'était plus jugée nécessaire. L'importance de cette acquisition – et ce que celle-ci doit aux indemnités des élus – a été soulignée dans le rapport financier lors de la conférence de section de 2003. Posséder un siège permet d'assurer une certaine autonomie à une section déjà forte, et peut, ce faisant, participer de la localisation des logiques militantes.

---

<sup>30</sup> Sur cette notion, cf. Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, à paraître en 2005.

<sup>31</sup> Calais, où figurait une des usines du groupe, accueillit la « *grande manifestation nationale* » de soutien aux ouvriers licenciés de Danone.

Le siège est aussi un lieu de réception, des invités de la section bien évidemment (ministres, responsables fédéraux ou nationaux, élus et candidats communistes de passage dans la ville ou conviés dans un cadre particulier), mais aussi des responsables des autres formations locales lorsqu'il s'agit de négocier (pour les élections municipales essentiellement), des journalistes qui acceptent les invitations aux conférences de presse, et bien sûr des militants. Face aux mutations du militantisme, et à la réduction de son inscription dans le cadre domestique – les réunions de cellule, quand elles sont maintenues, ne se tiennent plus que rarement chez des militants – disposer d'un lieu de réunion est de plus en plus ressenti comme une nécessité pour maintenir le lien militant :

\*« Un problème aussi, c'est d'avoir un lieu pour pouvoir regrouper les personnes, échanger et recueillir les gens. Là, on se réunit chez les uns les autres, c'est convivial, mais pas suffisant si on veut se développer » (responsable de cellule, conférence de section, 4/12/2004).

\*« Le siège, c'est important parce que c'est le lieu où, enfin, les grosses décisions ont été prises. Tu vas voter pour telle chose, telle chose... C'est vraiment un lieu important, le siège de la section du parti communiste à Calais. Et ça a toujours été important. [...] C'est l'attachement aussi quand même, parce que ça rappelle plein de choses. Et puis aussi, il y a la convivialité. Par exemple, si il y a quelque chose d'heureux, on se rassemble là. C'est bien. Moi je crois que ça doit être tous les adhérents comme ça » (entretien, secrétaire de cellule, décembre 2004)

Plus largement, posséder un siège signifie, pour un parti politique, disposer d'une adresse (et donc d'un moyen pour ceux qui le souhaitent d'entrer en contact avec le parti), d'une visibilité, d'une enseigne (le sigle PCF au-dessus de la porte d'entrée) et d'une vitrine : une longue vitre, située côté boulevard, remplit cet office avec plusieurs affiches récentes du parti – dont celle de la récente campagne européenne du maire – qui, collées sur un panneau de bois, cachent aux passants ce qui se passe à l'intérieur. Tout en assurant la discrétion, le siège constitue donc un signe d'identification au yeux de l'extérieur, une marque physique de la présence du parti dans la ville. C'est une preuve d'existence et un rappel de la force locale du parti. Le bâtiment incarne la continuité au-delà des dirigeants, symbolise la longévité de l'implantation du parti ; significativement s'y tiennent les « *permanences* », moments destinés à recevoir les militants, bien que les plus investis n'hésitent pas à passer à tout moment.

« Aujourd'hui, l'essentiel des adhérents arrive au siège, et non plus par l'intermédiaire des cellules. C'est révélateur d'un mode de contact » (premier secrétaire, CS, 4/10/04)

Pour les militants, le siège est aussi un lieu familier auquel ils sont attachés. Certains membres du comité de section – et pas uniquement les responsables actuels ou passés qui en ont (eu) la gestion – m'ont par exemple proposé d'y réaliser les entretiens que je leur avais demandés. L'observation de la vie quotidienne de ce lieu a par ailleurs montré que nombre de militants, membres du CS ou non, passent « *dire un petit bonjour* » lorsqu'ils se trouvent à proximité. En ce sens, le siège répond aux usages que souhaitent lui assigner les responsables de la section, face notamment à la disparition des cellules ; en y organisant des réceptions « *fraternelles* » comme celle destinée aux nouveaux adhérents<sup>32</sup>, il s'agit de faire en sorte que les adhérents se familiarisent avec le lieu, s'y sentent chez eux, le conçoivent comme un lieu de militantisme certes, mais aussi de convivialité, et s'y attachent :

\*« L'idée, c'est que le Parti ait toujours un lieu local bien à lui, où il peut réunir du monde. Le siège a été restauré récemment, et on a fêté l'événement » (premier secrétaire, entretien, mai 2002).

\*« C'est vrai qu'on a du mal à faire les réunions dans les cellules, et c'est pourquoi on fait ces réunions préparatoires pour accueillir les nouveaux adhérents » (secrétaire de section, CS, 25/10/04)

Le fait qu'une souscription pour financer les travaux du siège ait été lancée tend à corroborer cet attachement. Par leur don, les adhérents signifient l'importance qu'ils accordent à ce lieu, et se l'approprient collectivement et symboliquement. Pour les responsables, la souscription constitue en outre un moyen parmi d'autres d'entretenir l'engagement des troupes.

---

<sup>32</sup> La réception des nouveaux adhérents se substitue ici aux cérémonies de remises de cartes d'autrefois.

Enfin, dans un contexte de raréfaction des ressources financières de la section, le siège est désormais envisagé comme un moyen de rapporter de l'argent. Les responsables ont ainsi décidé de faire aménager les étages – non utilisés à ce jour – en appartements destinés à la location :

Le premier secrétaire : « On a aussi prévu l'aménagement des étages pour rentabiliser le siège »

\_Un militant : « Comme à Paris [allusion au défilé Prada] » (CS, 6/10/03)

Au total, le siège apparaît comme un lieu de militantisme, un lieu de maintien du lien partisan, mais aussi un lieu de convivialité, une vitrine et un lieu de la mémoire locale du parti. Aussi n'est-il guère étonnant qu'il soit mis en avant, voire célébré. Sa photo figure par exemple sur la première page du site internet de la section avec celle de la mairie, et son appropriation comme sa récente réfection ont donné lieu à une inauguration médiatisée. Les journalistes contribuent aussi à leur manière à valoriser la possession d'un siège par une organisation politique. Depuis 1971, plusieurs articles ont ainsi été consacrés aux sièges des partis locaux, même lorsqu'aucun événement ne semblait justifier cette mise à l'agenda médiatique ; les sièges y sont présentés comme une ressource de premier plan pour les partis, et, plus, comme un élément discriminant entre ceux qui comptent localement et les autres. Ces articles viennent alimenter la fierté des militants pour « leur » siège, ainsi que l'indique le fait que plusieurs d'entre eux les aient conservés dans leurs archives personnelles.

## Qu'est ce qu'un comité de section ?

Selon les anciens statuts et l'organigramme du PCF, le comité de section est l'instance décisionnelle de la section. Elu par la conférence de section composée des délégués des différentes cellules, il élit le secrétariat de section qui est ensuite chargé de mettre en œuvre ses décisions. Dans les statuts de 2001, issus du 31<sup>e</sup> congrès, aucune disposition ne concerne précisément cette instance. Il est uniquement précisé que « l'assemblée générale de section [...] se dote d'un exécutif, dont elle détermine la forme et l'organisation » (chapitre 2, 7.1). Le mode de fonctionnement traditionnel a été conservé à Calais, le CS restant l'instance décisionnelle théorique. L'observation amène toutefois à nuancer assez fortement cette représentation.

## **Les membres et participants du comité de section**

Tout d'abord, les participants sont davantage choisis par le secrétariat qu'ils ne choisissent les secrétaires, comme l'indique l'élection du nouveau comité de section lors de la conférence de section de mars 2003. L'unique liste en lice est proposée par le secrétariat, qui indique d'emblée que le panachage est impossible et que toute rature rend le bulletin nul. Dans la mesure où la quasi totalité des délégués ignore les dispositions statutaires, la probabilité qu'une liste concurrente soit constituée est assez faible. Le secrétaire en charge de l'élection demande ensuite si les délégués souhaitent un vote à bulletin secret. Un seul le demande, parce que « *c'est symbolique* ». Lorsqu'une déléguée propose alors que ce militant participe au dépouillement, le secrétaire refuse catégoriquement et nomme trois assesseurs de son choix. Un carton fait office d'urne. En l'absence d'isoloir, les délégués souhaitant rendre leur bulletin nul sont donc potentiellement visibles. Sur les 55 votants, 42 se sont prononcés pour la liste de 31 noms, contre 13 bulletins nuls. Par conséquent, si les statuts du parti sont appliqués, les conditions de désignation des membres du CS, y compris matérielles, et l'inégale aptitude à jouer de la règle rendent toute alternance improbable, sauf à organiser une coûteuse dissidence. L'ensemble repose sur la confiance que les militants du parti sont censés accorder à leurs dirigeants<sup>33</sup>. D'autres membres sont parfois greffés au CS, tel le directeur de cabinet du maire.

---

<sup>33</sup> Sur cette confiance, cf. Lavabre (Marie-Claire), *Le fil rouge, op. cit.*, pp. 244-263.

Les membres ainsi sélectionnés sont presque tous consacrés par ailleurs par l'institution. Sur les 31 noms de la liste, outre l'actuel et l'ancien maire, figurent à cette date 13 élus ou anciens élus de communes couvertes par la section (parmi lesquels 4 des 5 adjoints communistes de Calais), dont 9 sont ou ont été adjoints ou conseillers municipaux délégués. En s'en tenant aux fonctions représentées, on recense encore les 5 membres du secrétariat sortant, l'ancien responsable de l'union locale CGT, les deux permanents de la section, un membre du cabinet du maire et la tête de liste de la CNL<sup>34</sup> aux élections de l'OPHLM. Au total, seul un tiers des membres du CS, dont plusieurs sont néanmoins secrétaire et/ou trésorier de cellule, n'exerce aucune responsabilité extérieure. Le comité de section est donc composé à majorité des militants les plus aguerris, des « forces vives » du parti, partiellement contraints de cumuler les responsabilités quand la ressource militante se tarit. Six d'entre eux, soit un cinquième, proviennent d'ailleurs de la principale cellule de la section. La composition du CS met aussi en évidence l'importance de la mairie pour le parti. L'ensemble de l'équipe politique du maire y est représenté. Deux tiers ont adhéré avant 1981 et le début du déclin local du parti. A quelques exceptions près, les membres du CS se connaissent et se côtoient depuis de nombreuses années, et ont parfois noué des liens affectifs anciens. Ces militants de longue date ont par ailleurs l'expérience et le souvenir de l'époque où le parti dominait sans partage la ville et comptait parmi les principaux partis français. Il s'agit par conséquent d'une catégorie spécifique de militants. La population du CS n'est pas choisie au hasard ; ceux qui sont investis dans des organisations proches ou à la municipalité sont présents pour maintenir le lien avec ces institutions tandis que les responsables de cellules, cadres intermédiaires de mobilisation, sont censés relayer les décisions prises en CS et activer en bout de chaîne les adhérents de base.

Le CS comprend aussi les secrétaires de section, parmi lesquels les deux permanents. Le statut de permanent constitue une ressource interne et leur assure de façon quasi automatique un poste de secrétaire. Dès son arrivée en 2002, le second permanent a ainsi intégré le secrétariat de section. Le premier, trésorier et premier secrétaire, à Calais depuis 20 ans, gère la plupart des relations extérieures de la section, et prime dans la gestion du corps militant.

Les permanents, cœur et centre nerveux du parti<sup>35</sup>, jouent un rôle primordial au sein de la section. Leur statut de militant à temps plein leur donne une prééminence de fait sur l'ensemble des adhérents. Ils disposent structurellement d'une connaissance du parti supérieure à celle des adhérents (de l'idéologie, de l'organisation, des hommes, des pratiques...), ce qui favorise les formes de remise de soi à leur profit :

« X, je veux dire qu'il est au-dessus de la mêlée, c'est un gars qui aborde vraiment tous les sujets avec autant d'aisance » (entretien, secrétaire de cellule, décembre 2004)

De même, leur influence sur les militants est liée à leur position. Leur tâche consiste par exemple à traduire et résumer pour les militants et adhérents les textes produits par la direction ou les textes pour les congrès. Ils contribuent, ce faisant, non seulement à la formation des militants, mais aussi à orienter sensiblement les opinions au sein de la section. Le cadre de la discussion en comité de section, qu'ils définissent dans les rapports qui lui servent de base, constitue de même une contrainte quasi normative pour l'expression des adhérents (cf. infra).

Incarnant l'institution à laquelle ils sont liés et dont ils dépendent professionnellement<sup>36</sup>, ils sont partiellement contraints par leur rôle, vis-à-vis du parti comme des militants :

« Moi, pour les cantonales, quand je dis « il est hors de question qu'on vote Vasseur » [candidat PS au second tour dans le canton centre], d'un, c'est répondre à ce que les camarades communistes pensent. [...] Et donc il fallait bien faire apparaître la volonté communiste. Quelque part, en ayant

---

<sup>34</sup> Organisation de locataires historiquement liée au PCF.

<sup>35</sup> Kriegel (Annie), *Les communistes français dans leur premier demi-siècle. 1920-1970*, Seuil, 1985, p. 187 sq.

<sup>36</sup> Cette dépendance reste néanmoins relative, et n'empêche pas les prises de position personnelles, comme lorsque la section s'est opposée tant à la fédération qu'à la direction nationale.

cette position, je rassurais les miens : il n'y a pas de problème, on a mené une bonne campagne et tout. [...] On a un rôle à tenir » (entretien, premier secrétaire, septembre 2004)

Ils diffusent notamment, par leurs discours et rapports, les savoir-faire et la parole, parfois retraduite, de l'institution. Ils disposent néanmoins d'une marge de manœuvre non négligeable dans l'interprétation et la mise en œuvre de ce rôle. Ainsi sélectionnent-ils dans la masse des actions proposées nationalement celles qui seront appliquées au niveau local<sup>37</sup>. Depuis la motivation des militants, par l'intermédiaire des représentants des cellules ou par le journal de section qu'ils rédigent, jusqu'à la préparation minutieuse des porte-à-porte<sup>38</sup>, ils sont à l'initiative de la quasi totalité des actions militantes. Leur fonction d'entrepreneurs de mobilisation dépasse le cadre strict de la section : tous deux sont secrétaires de cellule (parmi les rares qui fonctionnent)<sup>39</sup>, le second est aussi responsable du comité local de défense des services publics et cheville ouvrière de l'association « Les amis de Fanga »<sup>40</sup>. Une part essentielle de leur travail consiste ainsi à faire militer, ce qui dans un parti de masse comme le PCF, suppose d'inventer hors période électorale des motifs de mobilisation collective, de façon à entretenir une activité militante permanente et, ce faisant, à maintenir le lien militant<sup>41</sup> :

« On est tranquille avec les élections, mais *il faut rester mobilisés*. [...] Comment associer plus de communistes à notre section ? [...] Il y a aujourd'hui un décalage entre le monde du travail et l'organisation du parti sur Calais. On n'est pas implantés du tout dans certaines concentrations de salariés. [...] Comment assure-t-on l'intégration de tous les camarades ? Dans quelle direction doit-on travailler ? » (rapport du premier secrétaire, CS, 4/10/04., je souligne)

Gestionnaires du corps militant, ils sont aussi gestionnaires d'hommes. Les dirigeants de la section prennent soin de cultiver leur unité, mettent en avant leurs échanges constants sur l'ensemble des questions. Ils s'attachent de même à produire du consensus au sein de la section. Les annotations figurant sur les textes conservés dans les archives de la section sont révélatrices de cette volonté consensuelle, saluée par les militants : à la relecture, le premier secrétaire peut supprimer ou reformuler les expressions ou phrases potentiellement polémiques ou excluantes, qu'il s'agisse d'extrait d'articles (de *l'Humanité* le plus souvent) ou de ses propres rapports. De même la conclusion que les responsables tirent des débats en CS comme en conférence de section n'exclut le plus souvent que les avis qui entrent en contradiction avec les normes militantes et partisans. D'une façon générale, ils cultivent l'idée que le parti doit rester le plus uni possible, sans pour autant exclure la libre expression interne des opinions<sup>42</sup>.

Les permanents ont aussi quelques fonctions annexes, auxquelles ils semblent se consacrer attentivement : journalistes pour la page locale du journal fédéral *Liberté 62*, nègres pour certaines tribunes ou interviews attribuées à d'autres militants<sup>43</sup>, mais aussi conseils pour les

---

<sup>37</sup> Comme le rappelle Antoine Spire, *Profession permanent*, Seuil, 1980.

<sup>38</sup> Pour lesquels ils définissent les quartiers à visiter ou répartissent les rues à parcourir entre les différents groupes de militants.

<sup>39</sup> Le second permanent est d'ailleurs affecté, non à la cellule de son quartier, mais à celle du plus important quartier populaire de la ville.

<sup>40</sup> Association d'entraide entre Calais et Fanga (Mali). Cf. infra.

<sup>41</sup> Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27, 1, 1977, pp. 123-154. L'auteur écrit : « On ne s'expliquerait pas que les partis de masse doivent sans cesse dégager, souvent « à froid » et de façon un peu artificielle, des « tâches nouvelles », trouver en toutes circonstances – y compris les plus calmes et les plus dépourvues d'enjeux – de quoi alimenter l'activisme de leurs membres, si l'on ne voyait que leur fonctionnement permanent est une condition nécessaire de l'exercice des fonctions qu'ils remplissent pour leurs militants et que leur mise en sommeil provoquerait à terme leur disparition en interrompant le flux de gratifications qui les fait exister. Une organisation de masse fondée sur le militantisme ne peut donc subsister que si elle fonctionne de façon continue à un rythme assez voisin de celui qu'il est nécessaire d'atteindre dans les hautes conjonctures » (p. 149).

<sup>42</sup> Cette liberté reste néanmoins limitée en raison des contraintes propres liées au régime d'expression légitime au sein de la section (cf. infra).

<sup>43</sup> Un militant, candidat aux cantonales, a ainsi fait part de son amusement, parce qu'il avait oublié cette initiative, à la vue dans le journal d'une tribune signée de son nom (CS, 7/01/04).

adhérents, voire pour les responsables d'organisations proches du parti, confidents dans certains cas, gestionnaires des frustrations collectives. Ils établissent – à dessein – une relation personnelle avec de nombreux adhérents et peuvent se prévaloir de connaître la plupart d'entre eux. Ils nourrissent ainsi une forme d'attachement affectif de la part de nombreux militants<sup>44</sup>, similaire parfois au rapport personnel qui lie les adhérents des cellules qui fonctionnent à leur secrétaire : « *Moi, si je reste, c'est pour [le premier secrétaire]. On l'aime bien notre secrétaire de section. On en est fier* » (propos informel, secrétaire de cellule).

Enfin, l'acceptation par le premier secrétaire de la présence d'un observateur ne saurait être négligée. Dans une perspective d'objectivation participante, il est illusoire de penser que cet élément n'intervient pas dans les interactions observées<sup>45</sup>. Nombre de signes en attestent : l'offre de parole que représentait ma présence fut ainsi utilisée par plusieurs des membres du CS, que ce soit dans un souci de valorisation de soi ou de dénigrement d'autrui (« *Moi, j'aime le porte-à-porte, je sais parler. C'est pas comme x qui n'est pas capable de se faire comprendre* »), de justification d'une prise de parole, en particulier si elle est perçue comme peu légitime pour un tiers (cas des plaisanteries notamment : « *On a bien le droit de rigoler* »), d'information sur le PCF et les interactions, ou sur les limites du dicible (« *Ca, il ne faut pas le noter* ») ou encore de communication d'une réflexion personnelle.

D'emblée, les militants ont été renseignés sur les raisons de cette « intrusion », par le premier secrétaire de la section et par moi-même. Lors du premier CS auquel j'ai assisté, le secrétaire m'a ainsi présenté comme « *un étudiant qui a demandé à nous suivre pendant quelques temps* ». Cette introduction contribue sans doute à expliquer les propos que m'ont tenus les militants, notamment quand il s'agissait d'expliquer ou de justifier à chaud un échange ou une intervention. En outre, par cette cooptation, il semble que j'ai bénéficié d'une part de la confiance dont le premier secrétaire est l'objet, mais probablement en retour d'une certaine retenue. Au fur et à mesure de l'enquête, plusieurs signes attestent de l'acceptation forte de la situation d'enquête par les militants. Outre les nombreuses preuves de sympathie (proposition de bonbons en CS, de boisson lors des réceptions, rites de politesse etc.), si je ratais exceptionnellement une réunion, il se trouvait toujours quelqu'un pour relever, voire déplorer, cette absence (« *Ca fait longtemps qu'on ne t'a pas vu* »). Au total, il semble que ma présence au sein du CS, comme des manifestations du parti d'une manière générale, fasse désormais partie du rituel, sans être toutefois assimilable à celle des autres participants.

Les raisons probables de cette acceptation sont d'ordre divers. Pour les dirigeants, premier secrétaire en tête, cela tient probablement à leur conception du rôle de représentant de l'entreprise partisane, mais aussi au travail de construction de la confiance que j'ai entrepris. A ma connaissance, aucun étudiant ayant demandé un entretien au secrétaire n'a été éconduit : parce qu'il incarne l'institution partisane aux yeux de l'extérieur, parce qu'il est aussi un élu habitué à recevoir les citoyens qui le souhaitent, parce qu'enfin il croit à l'efficacité du contact personnel dans la construction et l'entretien de l'influence partisane. En outre, il semble que les dirigeants locaux du parti soient intéressés par une analyse portant les concernant, et plus encore par des pistes qui leur permettent d'enrayer le processus de déclin. Les propos du second permanent, tenus après la lecture d'un papier sur le vote communiste<sup>46</sup>, le suggèrent : « *C'est intéressant, mais ça ne nous dit pas comment on peut faire pour reconquérir de l'influence* ».

Pour les militants, il semble que mon âge ne soit pas étranger à la chose, dans un parti dont ils déplorent le vieillissement. Certains s'en sont félicités en ma présence : « *C'est bien qu'un*

---

<sup>44</sup> Par opposition aux adhérents. Ce type de propos, dans cette enquête, émane uniquement des militants investis, qui côtoient donc régulièrement les permanents. Ce qui ne signifie pas pour autant que ces sentiments n'existent pas chez les « simples » adhérents.

<sup>45</sup> Sur cet aspect, cf. par exemple Bourdieu (Pierre), Mhammeri (Mouloud), « Du bon usage de l'ethnologie » ; *Actes de la recherche en sciences sociales*, 150, 2003, pp. 9-18 ; Bourdieu (Pierre), « L'objectivation participante », *ibidem*, pp. 43-58 ; Mauger (Gérard), « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 6, 1991, pp. 125-143.

<sup>46</sup> Bué (Nicolas), article cité.

*jeune s'intéresse au parti* » ou encore « *On devrait inviter des jeunes comme Nicolas Bué pour expliquer ce qu'est le PCF* » (7/03/03, conférence de section). De façon quasiment constante, la jeunesse est ainsi mise en avant. Une autre raison tient probablement à la spécificité d'une enquête de terrain, à la présence physique qu'elle induit et au temps qu'elle suppose. Dans un parti où l'investissement personnel et le militantisme de terrain sont valorisés, l'homologie entre les deux façons de faire a pu créer une association entre mon travail d'enquête et le travail militant, comme lorsque cet élu me présente à un adhérent croisé à la fête annuelle du parti : « *Il nous suit partout. Il a même fait les porte-à-porte avec nous* ».

## Déroulement, usages et fonctions du CS

Dans la pratique, le comité de section est surtout présenté comme le lieu principal d'échange entre les représentants de la base que sont les délégués des différentes cellules élus au CS et le secrétariat de section. Si cet échange est réel, il est néanmoins nécessairement inégal. Le CS rejoint en cela la dynamique connue de tout groupe.

Chaque CS est unique, mais plusieurs constantes s'en dégagent, dans le déroulement séquentiel comme dans l'organisation de l'interaction. Ils ont un aspect rituel, avec leurs rôles et leurs routines. L'institution y est omniprésente derrière les hommes, ne serait-ce qu'à travers le langage, la phraséologie, les codes et référents utilisés. Les CS commencent rarement à l'heure : ces quelques minutes de retard volontaire permettent aux retardataires de ne pas manquer le début de la réunion. Pour les autres, c'est un moment de convivialité et d'échanges divers. On discute de tout et de rien, de l'actualité locale ou non, de la réception de telle ou telle initiative du parti, de la météo, de la santé des uns et des autres... La disposition ne met en scène aucune hiérarchie. Elle évolue assez peu, les groupes affinitaires se (re)forment spontanément, et un certain brouhaha s'installe. Les plus familiers de l'endroit vont parfois lire le journal ou un tract. Puis commence la réunion proprement dite. Le premier secrétaire prend alors la parole. De façon quasi systématique, il commence par présenter le bilan d'activité depuis la dernière réunion puis le plan de travail. Les militants reçoivent alors une série de chiffres des plus divers : nombre de tracts distribués, de personnes touchées par telle ou telle action, de journaux de section envoyés, de *Liberté 62* vendus, de nouveaux adhérents, somme rapportée par telle initiative, etc. Certains chiffres visent à stimuler les militants : les cellules sont mises en concurrence pour le taux de remontée des cotisations et la moyenne de celles-ci, celles « *qui ont le mieux travaillé* » sont citées en exemple. Tout se passe comme si la multiplication des chiffres devait objectiver le travail militant incommensurable par nature :

« Parce qu'on est souvent « le nez dans le guidon », on a du mal à mesurer ce que représente notre activité militante. Les chiffres que je vais vous donner en sont une illustration » (premier secrétaire, conférence de section, mars 2003)

Comme l'écrit Antoine Spire, « le parti est un corps social, et pour dresser le bilan de cette activité, il faut bien à un moment ou à un autre parler résultats et donc chiffres et statistiques »<sup>47</sup>. Cette quantification du travail militant constitue à la fois une forme de rétribution pour ces derniers, et une forme de légitimation des cadres de la section et des cellules. L'hypothèse de « *repartir sur des objectifs chiffrés* », ancienne méthode de management<sup>48</sup> des militants au PCF, est parfois évoquée. Le plan de travail qui suit recense les dates importantes de la vie du parti

<sup>47</sup> Spire (Antoine), *op. cit.*, p. 164.

<sup>48</sup> Il s'agit ici du « management par objectif » qui présidait jadis au PCF. Le terme est à prendre avec prudence, tant ses implications, hors des canons du new public management, sont sujettes à controverse. Sur ces questions, cf. les travaux de Sylvain Lefèvre, notamment *Collecte de fonds, militantisme et marketing : le programme Direct Dialogue à Greenpeace France*, mémoire de DEA en science politique, <sup>49</sup> Lagroye (J.), Siméant (J.), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Favre (Pierre), Hayward (Jack), Schemel (Yves), dir., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Presses de sciences po, 2003, pp. 53-71. L'article vise à étudier le bonheur que procure l'engagement aux individus. Il s'agit de sortir de la thématique des rétributions, trop instrumentale, et qui suppose que la rétribution est une récompense en échange de l'activité. Or la satisfaction réside dans l'accomplissement même de l'activité.



(permanences, secrétariat, mobilisations et actions diverses, réunions d'élus, conseils municipal ou communautaire, visites, débats, moments de sociabilité...). Il est généralement commenté en termes d'intensité de l'effort demandé aux militants. Les propos tenus alors par les entrepreneurs de mobilisation oscillent entre la justification de l'utilité de l'action collective (voire sa nécessité forte lorsqu'elle est associée à l'idée de survie du parti), le rappel de la norme militante, et l'alternance entre période de mobilisation intense et période de récupération :

\*« Entre les deux tours, on reprend des forces, mais après, ça va aller vite » (premier secrétaire, CS, 15/04/02)

\*« Heureusement qu'on a mené la bataille comme on l'a menée. On reste un point de repère » (premier secrétaire, CS, 17/06/02)

\*« Les municipales, on a gagné car on a une section qui a bossé pendant des années » (maire, CS, 17/04/03)

\*« Par nos actions de 2003, on a vu qu'on touche les gens. On est une force et on est une force réelle » (premier secrétaire, CS, 9/01/04)

\*« Le poste [de député européen] n'est pas acquis, il faut travailler. [...] Chaque fois qu'on se mobilise, qu'on laboure le terrain, ça paye » (maire, idem)

L'insistance sur le « *repos bien mérité* » dont bénéficieront les militants qui se seront mobilisés établit un parallèle entre activités professionnelle et militante. Ce faisant, le secrétaire contribue à la diffusion de l'idée qu'un « bonheur militant »<sup>49</sup> est possible à travers le plaisir du travail accompli. La norme rejoint ici la rétribution.

Vient alors la lecture du rapport destiné à introduire l'ordre du jour. L'écoute est le plus souvent attentive, ponctuée de rares commentaires informels (le cas échéant de plaisanteries) destinés aux seuls militants assis à proximité. Le rapport, présenté comme ensemble de propositions, introduit la discussion, troisième séquence rituelle du CS. Fréquemment, les militants n'osent ou ne savent pas qu'ajouter : « *Tout est dit* ». La discussion est néanmoins nécessaire à la légitimation des mesures figurant dans le rapport. Aussi, dans ces situations, les membres éminents de la section (élus ou secrétaires) prennent-ils généralement la parole afin de « *lancer la discussion* ». Ce genre de situation souligne bien le différentiel entre les militants de base et les principaux cadres. L'encadrement (distribution de la parole) et l'animation (solicitation de la parole) sont souvent dévolus à un secrétaire non permanent. La norme d'à-propos contraint la parole, mais n'exclut pas pour autant les interventions hors cadre, expression des questions qui tiennent à cœur aux militants. En définitive, la structure des échanges en CS reste constamment sous la maîtrise du secrétariat de section.

Une fois la discussion lancée, il est parfois difficile de l'arrêter, notamment sur les questions sensibles. La présentation de soi en CS, particulièrement apparente dans ces moments d'interaction forte, est assez relâchée. On peut le voir dans le différentiel d'attitude chez certains élus entre ces situations d'entre soi et leurs prises de parole publiques (conférences de presse, conseils municipaux, etc.) : au sein du CS, les expressions familières, le patois et l'accent local, les rires bruyants et autres expressions de l'ethos populaire ont droit de cité, quand la correction du verbe et de l'hexis<sup>50</sup> s'impose dans l'exercice des fonctions de représentant. Cette réduction de la distance sociale, favorisée par l'interconnaissance de longue date entre la plupart des membres du CS, crée une ambiance conviviale et favorise l'expression d'un *nous* collectif. Tout se passe comme s'il fallait abaisser les conditions de recevabilité de la parole afin de faciliter l'expression des plus dominés. La volonté de l'actuel premier secrétaire et de son prédécesseur n'y semble pas étrangère :

« Avant, c'était plus clair, mais plus imposé. Il arrive un moment, si tu te sentais pas cette hauteur politique, tu ne prenais pas la parole. Mais bon, il n'y avait pas X. Maintenant, c'est différent. [...]

<sup>49</sup> Lagroye (J), Siméant (J.), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Favre (Pierre), Hayward (Jack), Schemeil (Yves), dir., *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Presses de sciences po, 2003, pp. 53-71. L'article vise à étudier le bonheur que procure l'engagement aux individus. Il s'agit de sortir de la thématique des rétributions, trop instrumentale, et qui suppose que la rétribution est une récompense en échange de l'activité. Or la satisfaction réside dans l'accomplissement même de l'activité.

<sup>50</sup> Selon la terminologie de Pierre Bourdieu.

C'est [les deux permanents arrivés en 83-84] qui ont mis cette nouvelle ambiance qui a fait qu'il y a moins de fossé [entre les « intellectuels » et les « ouvriers »], (entretien, secrétaire de cellule, décembre 2004)

De même, l'expression des émotions est légitime en ce lieu : les conditions et contraintes de la prise de parole se veulent les moins excluantes possibles : les exigences (implicites) de cohérence argumentative et d'administration de la preuve sont relativement peu élevées, il est fait appel à l'expérience et à l'opinion personnelles de ces représentants des adhérents « de base »<sup>51</sup>. Comme le rappelle souvent le premier secrétaire de section, « *on est là pour se dire les choses* ». Et de fait, l'expression du ressenti est assez fréquente : un candidat « proposé » par le secrétariat au CS a ainsi été très fortement critiqué, qualifié de « *non communiste* », certains allant même jusqu'à rompre la norme partisane en annonçant qu'ils ne voteraient pas pour lui.

Le tout-émotif, déjà limité par les cadres généraux de tout rite d'interaction<sup>52</sup>, est cependant proscrit face aux exigences politiques. Pour autant, si tous les locuteurs s'impliquent personnellement dans leur propos en parlant de leur vécu, certains dominent les débats. C'est le cas, en particulier, du maire lorsqu'il est présent, des secrétaires de section et des élus d'une façon plus générale. Dans le discours de ces derniers, l'engagement est plus distancié : l'expérience collective du parti qu'ils incarnent est souvent substituée à l'expérience individuelle, et la preuve, chez les plus dotés en capital culturel, remplace le sens commun.

Aussi, toute prise de parole publique étant structurellement discriminante, n'est-il guère étonnant que l'échange en CS soit déséquilibré, sans nécessairement que cela soit souhaité. En effet, ce qui se mesure dans ces interactions, c'est aussi le degré d'autorité que se reconnaissent ou non les protagonistes pour parler du monde social. Les expressions du « cens caché » qui conditionne la prise de parole ne sont pas rares. Les sans-grade disent parfois d'où ils parlent<sup>53</sup> ; en rappelant qu'ils représentent des gens, adhérents ou non, ils se donnent une identité sociale comme pour légitimer leurs propos. La hiérarchie des secrets<sup>54</sup> concourt à ce processus : les permanents et élus renforcent par ce biais la meilleure connaissance qu'ils ont déjà – par leurs fonctions et leur capital politique et culturel – du champ politique et de ses règles, mais aussi du fonctionnement du parti et de ses secrets.

Ce déséquilibre, qui favorise la remise de soi des adhérents à leurs dirigeants contribue en outre à expliquer le caractère circulaire de la plupart des discussions. Dans leurs interventions, les « simples » membres du CS ont tendance à reprendre avec leurs mots le contenu du rapport ou la teneur des propos tenus par les militants consacrés (élus et permanents), comme certaines expressions l'indiquent : « *moi ce que j'ai retenu de la discussion* ». Tout se passe comme si, au-delà de l'incapacité de certains à produire une prescription ou une opinion politique argumentée, au-delà du légitimisme et de la remise de soi des autres, il s'agissait de montrer une aptitude à comprendre, à s'approprier et à reproduire le discours reçu. La prise de décision théoriquement dévolue au CS est de ce fait nécessairement biaisée, plus ou moins prescrite par les permanents. On comprend dès lors mieux l'homogénéité des positions de la section, tout au moins celle de la plupart des opinions exprimées par les membres du CS, preuve et conséquence de la procédure de fabrication de l'opinion partisane de la section. Dans ces conditions, le comité de section fait figure de chambre d'enregistrement, voire de vitrine démocratique à usage interne puisqu'il est censé être l'instance décisionnelle suprême au sein de la section. Les mesures de démocratisation

---

<sup>51</sup> On peut les rapprocher des régimes de l'opinion et du partage, conceptualisés dans : Cardon (Dominique), Heurtin (Jean-Philippe), Lemieux (Cyril), « Parler en public », *Politix*, 31, 1995, « Parler en public (2). Dispositifs contemporains », pp. 5-19. Cf. ce numéro de *Politix* sur l'ensemble de ces questions.

<sup>52</sup> Au premier rang desquels le fait de devoir préserver la face. Cf. Goffman (Erving), *Les rites d'interactions*, Minuit, 1974.

<sup>53</sup> Certains parlent ainsi au nom d'une ville lorsqu'ils proviennent d'une cellule extérieure à Calais tandis que d'autres mettent en avant leur activité professionnelle pour s'ériger en porte-parole des salariés d'une entreprise.

<sup>54</sup> Cf. Lavabre (Marie-Claire), *op. cit.*, p. 244 sq.

partisane adoptées ces dernières années par le parti<sup>55</sup> semblent vouées à un échec partiel, tant l'inégalité structurelle entre les interactants est prégnante<sup>56</sup>.

La discussion fait ensuite l'objet d'une conclusion, établie par le premier secrétaire. Ce pouvoir de conclure ne constitue pas une prérogative purement formelle. Tirer les conclusions consiste notamment à sélectionner les avis pertinents et légitimes, et permet donc d'occulter les autres. S'il peut lui arriver d'en user, le premier secrétaire évite d'en abuser, préférant, dans la démarche consensualiste qui l'anime, convaincre les membres du CS du bien fondé de sa position. Si un militant exprime une opinion qu'il juge nécessaire de rejeter, il essaie, plutôt que de l'ignorer, d'amener le militant à changer d'avis. Pour ce faire, il peut bénéficier, dans un jeu à plusieurs voix, du concours de l'autre permanent, du maire ou des autres secrétaires. Les secrétariats et discussions entre responsables qui préparent les CS permettent en effet de mettre au point les arguments et d'établir la position qui sera celle des dirigeants quand il s'agira de « *la faire passer* » aux militants – de la même manière que le CS doit armer ses membres pour relayer ces décisions et avis aux adhérents. En revanche, si un membre du CS émet une proposition, un avis ou un argument jugé intéressant, il est discuté et pris en compte. Ce faisant, les dirigeants créent les conditions pour que les militants leur fassent confiance ; ils favorisent ainsi les formes de remise de soi et, par là même, le fait que l'activité de la section repose en grande partie sur leurs épaules. La façon dont les permanents interprètent leur rôle concourt alors pour beaucoup, aux dires mêmes des militants, au maintien du lien partisan et du militantisme en général. Derrière cette attitude apparaît en outre l'une des autres fonctions assignées au CS, à savoir la mise en commun des ressources individuelles. Le CS fait ainsi partie de ces instances où est activée, au service de l'institution, la force collective du corps militant.

L'échange auquel il est procédé dans ces réunions a donc des finalités multiples. Il permet aux dirigeants de mieux connaître les militants, et à travers eux les adhérents, bref de « prendre la température du parti ». C'est donc bien d'échange entre le haut et le bas dont il question. Il leur permet en retour de les in-former sur la vie du parti, à travers la diffusion d'informations, d'arguments et de savoir-faire, et ce faisant de leur prodiguer un accompagnement cognitif<sup>57</sup>. Cette fonction de socialisation institutionnelle est particulièrement visible dans la volonté de faire participer aux CS et aux conférences de section de jeunes / récents adhérents susceptibles de s'investir durablement dans le parti. Lieu d'élaboration et de diffusion de la norme militante communiste<sup>58</sup>, d'élaboration et de diffusion des décisions du parti, le CS fait office d'instance de formation des cadres du parti qui y sont présents, d'autant plus qu'il est désormais le principal lieu où cela est possible depuis la disparition des écoles du parti<sup>59</sup>. Par la diffusion des « *arguments à utiliser* », il s'agit aussi de faire militer, de convaincre, de mobiliser et d'encadrer les militants. Il reste le principal lieu d'où sont impulsées les initiatives du parti, voire le seul depuis la disparition d'une partie des cellules. Le CS fait alors office de substitut fonctionnel, quoique imparfait :

---

<sup>55</sup> Cf. les débats et les nouveaux statuts qui en ont résulté lors de la préparation du congrès de Martigues en 2001, disponibles sur [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr), « Les nouveaux statuts du PCF », en particulier le chapitre 2, « Les droits des adhérents et des adhérentes ».

<sup>56</sup> J'ai pu constater le même type d'obstacles dans l'observation ethnographique des réunions du groupe local des Alternatifs, pourtant chantres de la démocratie partisane. On trouve un autre exemple des difficultés de la démocratie appliquée chez les altermondialistes, liées notamment à la prise de décision par assentiment, à l'inégale distribution des ressources rhétoriques, à la monopolisation de la parole par certains, aux très fortes limites empiriques à la transparence, et au fait que, dans la démocratie délibérative, on essaie de convaincre par le débat plutôt que de voter pour se compter. Autant de traits qu'on retrouve au sein du CS. Cf. Della Porta (Donatella), « La démocratie interne chez les altermondialistes italiens », *Ecorev*, 18, 2004, pp. 63-67.

<sup>57</sup> Comme c'est le cas d'autres instances où les dirigeants disent l'institution : conférence de section, congrès etc. Sur ce point, cf. Yon (Karel), « La démonstration de Force Ouvrière. Publicisation et appropriations militantes de l'institution syndicale autour de son XXe congrès », Communication aux journées d'études CRPS/CERAPS, « Les organisations politiques en congrès », 28/10/2004.

<sup>58</sup> Notamment par la valorisation constante du dévouement.

<sup>59</sup> Cf. les travaux de Nathalie Ethuin, notamment l'article dans ce numéro.

hormis quelques rares exceptions, les débats et rapports ne portent pas sur le programme du parti, mais sont réservés à des questions tactiques ou aux actions municipales.

Tous sont globalement conscients de l'inégalité de l'échange, visible dans certaines tournures employées par les dirigeants, comme dans certains de leurs échanges privés hors réunion :

\*« On vous informera par les bulletins de tout ce qu'on fera » (premier secrétaire, CS, 17/04/03, je souligne)

\*« Toutes les décisions ne sont pas prises et il y a des choses à discuter » (idem, 4/10/04)

\*« Ils [le maire et le premier secrétaire] nous l'ont imposé comme ils l'ont imposé [au précédent maire] » (secrétaire de section, à propos du stationnement payant, au sortir d'une réunion élus-section, 19/10/04)

Néanmoins, leur silence et autres réponses évasives face à mes demandes de précisions après cette dernière remarque indiquent leur loyauté à l'égard de leurs dirigeants et de ce procédé. La prise en compte de leurs avis n'y est probablement pas étrangère. Plus largement, « la division du travail politique dans les organisations partisans, vue de l'extérieur, ressemble à une domination sans partage des dirigeants sur les dirigés. Mais elle n'est possible que parce que les dominés se satisfont des profits qu'ils tirent de la relation »<sup>60</sup>.

Le dernier point à l'ordre du jour est couramment consacré aux questions diverses. Moment de libre expression pour les militants qui le souhaitent, il permet d'aborder certains aspects marginaux de la vie militante.

En définitive, par les usages qui en sont faits, le CS, où affects et politique se rencontrent, remplit des fonctions bien différentes de celles qui lui sont théoriquement assignées : instance de légitimation des décisions prises, de diffusion de la stratégie du parti, et de formation des adhérents aux arguments à employer, il apparaît aussi comme un lieu de socialisation, de démocratie partisane, d'entretien de l'affiliation des adhérents, ou encore de construction des rétributions du militantisme.

Enfin, le contenu des CS suit généralement l'actualité électorale et organisationnelle. La période d'observation a été marquée par divers événements dans la vie du parti : cinq élections (présidentielle et législatives 2002, cantonales, régionales et européennes 2004), un congrès (avril 2003) et deux conférences de section notamment (mars 2003 et décembre 2004). Les résultats de la séquence électorale 2002, mais aussi, dans une moindre mesure les incertitudes organisationnelles (éclatement du parti en tendances notamment), identitaires (comment / qu'est-ce qu'être communiste aujourd'hui ?) et stratégiques (mutation, question des alliances entre autres) qu'elle a pu alimenter ont fortement contribué au désarroi des militants. Dans ce contexte vécu comme une crise aiguë dans la vie du parti, où sa survie même était en jeu, le CS a pu apparaître comme un « groupe de réassurance identitaire »<sup>61</sup>, un lieu de réassurance collective post-traumatique pour des militants désemparés. Cet aspect fut particulièrement visible lors de la réunion qui succéda au premier tour de la présidentielle<sup>62</sup> : l'appel au témoignage et aux affects (« Prenons le temps de nous écouter ce soir »), registre montant de la parole publique<sup>63</sup>, doit permettre aux militants de faire face à la « catastrophe » (chacun se réapproprie le terme « séisme »).

Au-delà, à travers la préparation du congrès et des échéances électorales de 2004, les années d'observation correspondent à une interrogation des communistes sur leur parti et son devenir, les possibilités de regagner du terrain, leurs pratiques et leurs savoir-faire militants. Pour les communistes calaisiens, l'enjeu des européennes revêtait d'ailleurs une importance particulière,

<sup>60</sup> Offerlé (Michel), *Les partis politiques*, PUF, 3<sup>e</sup> édition, 1997, p. 78.

<sup>61</sup> Ion (Jacques), article cité.

<sup>62</sup> Cf. encadré.

<sup>63</sup> François (Bastien), Neveu (Eric), « Introduction. Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in François (Bastien), Neveu (Eric), dir., *Espaces publics mosaïques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 32 sq.

dans la mesure où le maire de la ville était tête de liste. Aussi convient-il maintenant d'analyser comment ce travail militant a été mené.

## Le travail militant en CS : comment peut-on (encore) être communiste ?

Pour une analyse plus claire de ces trois années de travail militant et des réactions des communistes face à leur déclin, il est apparu judicieux de distinguer quatre temps : le désarroi, l'analyse, la recherche de solutions, enfin la mobilisation. Ce choix, s'il ne reflète évidemment pas toutes les nuances de la réalité, en couvre cependant l'essentiel, et la rend plus lisible, et donne notamment à voir les croyances au fondement des pratiques militantes dans ce contexte de crise.

### **Le doute et l'apathie comme expressions premières du désarroi militant**

Nombreuses sont les formes du désarroi militant. Si ses expressions individuelles ne sont pas exclusives aux périodes de crise, les entretiens suggèrent que les périodes vécues comme telles favorisent leur diffusion collective. Parmi les premières manifestations de ce phénomène successives au premier tour de la présidentielle de 2002, l'apathie militante et l'interrogation sur l'utilité du militantisme apparaissent particulièrement prégnantes.

A l'exception des périodes de campagne, les remarques et manifestations de la motivation décroissante pour le militantisme sont nombreuses ; il a pu arriver que les appels aux bonnes volontés dispensés par les responsables ne rencontrent que des têtes baissées, à la manière des élèves qui essayent d'éviter d'aller au tableau. Quand certains mettent en avant la primauté de leur vie personnelle sur leur engagement militant (« *Moi, à 8 heures, je suis parti. Il y a Napoléon à la télé* » (secrétaire de cellule, CS, 7/10/02)), d'autres soulignent le désinvestissement militant :

\*« Sur mon bureau, on a eu 40 voix, on est 75 » (membre du CS, réunion de campagne, 15/05/02)

\*« On en met trop sur la table, on en a les bras qui tombent » (commentaire informel, CS, 9/01/04)

\*« Le noyau dur risque de s'essouffler. C'est pourquoi on a choisi de faire une halte » (secrétaire de section, concernant les lundis de la colère<sup>64</sup>, CS, 25/10/04)

\*« Je suis aussi inquiet des capacités à mobiliser, à commencer par nous mobiliser. Les porte-à-porte sont un rodage de la campagne [électorale] » (secrétaire de section, CS, 6/10/03).

Le militantisme apparaît de plus en plus contraignant :

\*« Il n'y a plus de lutte permanente. Dans le département, là où on résiste, c'est qu'on *s'oblige* à le faire [...] Avant, les adhérents râlaient si la cellule ne se réunissait pas » (entretien, secrétaire de section, mai 2002, je souligne)

\*« On se *force* vraiment à faire les assemblées de cellule » (premier secrétaire, CS, 2/12/02, je souligne)

La dé-totalisation de l'engagement<sup>65</sup> donne parfois lieu, chez les mieux dotés en capital culturel, à une montée en généralité qui attribue cette évolution à des mutations macro-sociologiques :

\*« On ne peut plus demander aux militants ce qu'on leur demandait avant » (entretien, premier secrétaire, mai 2002)

\*« Peut-on demander aujourd'hui à quelqu'un de distribuer 150 journaux tout son dimanche matin ? C'est la société actuelle avec tout ce qui a changé qui pose problème » (CS, 6/11/02)

\*« Alors maintenant, on me dit que la vie moderne a changé beaucoup de choses ; on ne pourrait plus demander à un adhérent communiste de faire ce que nous on faisait. C'est vrai qu'on pourrait plus » (entretien, membre du CS, décembre 2000)

---

<sup>64</sup> Rassemblement de citoyens mécontents de l'action gouvernementale et de la propagation du paradigme néolibéral, inspiré du modèle allemand, initialement prévu comme hebdomadaire, lancé à l'automne par le PCF.

<sup>65</sup> Sur l'engagement total au PCF, cf. Verdès-Leroux (Janine), « L'étude du PCF : une institution totale auto-perpétuée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36/37, 1981, pp. 33-63.

Plusieurs parmi les plus anciens déplorent, sans toujours les expliquer, les dysfonctionnements croissants de l'organisation partisane. Le sentiment dominant, paradoxal chez ces militants qui consacrent une part significative de leur temps libre à leur engagement, est l'inutilité du fait même de continuer à militer, tant les rétributions électorales semblent faibles en regard de leur investissement (cf. encadré). Parallèlement, l'esprit de parti semble disparaître au profit de considérations individualistes et locales, le *nous* se limitant à la désignation de la section :

\*« J'étais pas d'accord avec le tract [émis par la section en 1956 à propos de l'intervention soviétique en Hongrie], mais je le distribuais » (ancien secrétaire de section, entretien, février 2001)

\*Alors qu'une campagne électorale est menée en commun avec une autre section, un tract a été réalisé par la section pour Calais exclusivement. On l'enlève de la table avant leur venue pour que ces camarades ne le voient pas : « Ils n'ont qu'à se bouger » (réunion de campagne, 19/03/02).

\*« Les mines, c'est bien, ils sont gentils et tout, mais qu'est-ce qu'on en a à faire ? » (secrétaire de cellule, à propos du contenu de *Liberté* 62, CS, 6/11/02)

Beaucoup cherchent dans leur expérience personnelle et dans les évolutions de l'entreprise partisane les raisons qui pourraient expliquer la baisse de rendement du militantisme. Le sentiment d'incompétence, attribué à un manque d'idéologie, fait alors figure d'explication :

\*« Pourquoi avec toutes ces propositions, on ne vote plus pour nous ? Je n'arrive pas à faire passer nos idées quand je parle avec les gens » (secrétaire de cellule, CS, 7/10/02).

\*« Les communistes eux-mêmes ne connaissent pas leur programme. Or, il existe ! Avant, on avait des slogans simples, pas forcément justes, mais efficaces » (maire, CS, 7/10/02)

\*« Les communistes ont du mal à identifier un projet clair du parti. Souvent, les communistes n'ont pas participé à l'élaboration des programmes. Avant, ils les connaissaient car ils en parlaient en réunion de cellule » (délégué, conférence de section, mars 2003)

Les porte-à-porte, parce qu'ils mettent les militants en situation de devoir justifier leur engagement face à un autre qui ne partage pas nécessairement leurs convictions, cristallisent ce type de prise de conscience, alors même que leur préparation matérielle est l'objet quasi exclusif des permanents. Pourtant, en interne, dans les réunions du CS notamment, ces militants n'hésitent pas à prendre la parole. L'explication de cet apparent paradoxe réside peut être dans la façon dont se déroule l'interaction en CS : dans l'entre-soi de ces réunions, ainsi qu'on l'a relevé, la prise de parole est facilitée et l'introduction des discussions par le secrétaire offre aux militants des arguments qu'ils pourront immédiatement reprendre avec leurs mots. A l'inverse, en l'absence de préparation spécifique aux interactions de porte-à-porte, beaucoup se sentent laissés à eux-mêmes.

Dès lors, le centre partisan, chargé de l'élaboration et de la diffusion de cette idéologie, est stigmatisé. Les commentaires sur les textes soumis au vote des militants pour le congrès de 2003 sont particulièrement éloquentes sur les difficultés qu'ils éprouvent à comprendre le discours de leur parti :

\*Un militant : « C'est des rudes tartines à se farcir. Déjà nous on a du mal. C'est des langages de camarades pas assez proches des gens. On se fait violence pour lire. C'est plus agréable à lire dans *Liberté* où c'est écrit plus grand. Le parti vieillit et on a besoin de lunettes ».

\_Un permanent explique qu'il traduira le texte pour les militants : « Nous on retravaillera le texte national quand on l'aura ».

\_Un autre : « Il faut toujours faire le plus court possible » (CS, 10/01/03)

\*« Combien d'entre nous peuvent donner aujourd'hui la ligne politique du parti ? Pour le congrès, voyez les tartines à lire. J'ai dû me forcer pour les lire. Il y en a une que j'ai pas compris (sic). Puis il y en a une que j'ai pas lue en entier. Je peux encore dire ce qu'il y avait dans le programme commun, mais pas dans les programmes du PCF au dernier congrès. Il faut des programmes courts, lisibles, compréhensibles. On ne va plus au porte-à-porte car on a du mal à répondre aux questions » (membre du CS, conférence de section, mars 2003)

\*Un secrétaire de cellule : « Le problème, c'est qu'on a trois textes indigestes à se farcir. Ça demande du temps »

\_Un autre : « Le commun des mortels ne peut comprendre ces textes. Tout est fait pour qu'on ne puisse pas lire. C'est les élites qui vont tout décider encore » (CS, 10/02/03)

Tandis que certains optent pour le renoncement, d'autres, parmi les plus consacrés par l'institution, vont alors chercher de l'idéologie et des arguments ailleurs, à l'image de ce militant, qui lors d'un porte-à-porte m'a déclaré : « *J'ai lu L'horreur économique de Forrester. Viviane Forrester. C'est terrible ce qu'il y a là-dedans. Tout le monde devrait le savoir. Là il y a des arguments qu'on devrait utiliser* »<sup>66</sup>. Cette demande d'une idéologie qu'ils puissent s'approprier, accessible et crédible, est lisible encore dans les propos de militants qui stigmatisent les évolutions de *l'Humanité*, et notamment la perte de centralité du journal dans la diffusion de la parole d'institution :

\*« Il faut arrêter de phraser, il faut aller à l'essentiel. Pour certains articles de *l'Humanité*, il faut quasiment prendre un dictionnaire » (secrétaire de section, réunion de travail, 20/11/02)

\*« Au parti, je ne me retrouve plus, même dans *l'Humanité*. Ce qui manque dans ce parti nouveau, c'est l'idéalisme. Il manque l'idéalisme » (ancien secrétaire de section, entretien, février 2001)

Outre la disparition de la formation partisane, le manque d'idéologie réside dans la difficulté que ressentent les militants à comprendre un discours communiste brouillé faute de repères, plus fluctuant et moins manichéen qu'autrefois. La perte du référent soviétique, la complexification du discours communiste ressentie corrélativement, désorientent les militants. Certains, souvent les plus anciens adhérents, essaient alors de justifier un passé que leur parti renie, notamment parce qu'ils le ressentent comme étant aussi le leur (« *On se remet en question alors que je ne vois pas pourquoi j'aurais à me remettre en question* » (secrétaire de section, réunion de travail, 20/11/02)), tandis que les plus jeunes cherchent de nouveaux modèles :

\*« Je ne renie pas parce que je trouve que c'était remarquable. Il y avait de très bonnes choses en Union soviétique, l'accès à tous à la culture, l'accès à tous aux sports, la politique de la santé, la politique de l'emploi [...] et tout en ne niant pas qu'il y ait eu des crimes et des abominations, je trouve qu'il y en a qui ont bradé vite l'Union soviétique après tout » (entretien, militant depuis les années 1960, décembre 2000)

\*« Par rapport à l'Union soviétique et aux pays de l'Est, j'ai l'impression qu'on avait honte. Moi j'ai pas honte. Oui, il y a eu des erreurs, de très graves erreurs, mais c'est humain. Moi, j'ai pas honte. Il y avait une pression de l'extérieur. Staline a commis beaucoup d'erreurs, mais quand on voit les contraintes qui pesaient sur ce pays... J'ai pas honte d'en parler. En URSS, il n'y avait pas de mendiants, pas de chômage, pas de drogués.

\_Attention à ce qu'on dit sur les pays de l'Est. Staline reste avant tout un criminel. Ne défendons pas ceux qui trahissent notre idéal. Par contre, je suis beaucoup plus pour Cuba » (discussion entre délégués, conférence de section mars 2003)

\*« Les deux interventions amènent à la base : le recul idéologique et la baisse des perspectives en termes de changement de société, qui sont à l'origine de la résignation. Avant, il y avait deux sociétés, on pouvait montrer les différences et on avait un objectif. [...] Actuellement, on n'a plus de perspective. [...] Il faut amener sur le terrain la société qu'on veut. [...] Oui, il faut amener en France au niveau du PC la perspective d'une autre société. Définissons cette société, réclamons au niveau national un texte, quelque chose qui permette d'avancer » (maire, conférence de section, 4/12/04)

Les hésitations des militants expriment ici leur désarroi. Leurs contradictions aussi. D'un côté, le national est critiqué pour ses orientations, de l'autre il lui est reproché de ne plus fabriquer de référents idéologiques. Tout se passe comme si les militants demandaient en fait à leur direction de leur fournir une stratégie et un argumentaire qu'ils puissent s'approprier et avec lesquels ils puissent être en accord, ou pour le dire autrement, comme s'ils souhaitaient être rassurés sur leur adhésion présente au PCF.

Ces quelques exemples, qui ne résument pas, loin s'en faut, le désarroi militant récurrent, indiquent que ces militants n'assistent pas impassibles au déclin, mais tentent de l'analyser, à travers la recherche de causes et de responsabilités. Ainsi se profile la localisation des raisons de rester.

---

<sup>66</sup> Il a envoyé par la suite une tribune au journal *Nord Littoral* dans laquelle il tenait un discours du même ordre.

## La délocalisation des explications du déclin : entre valorisation du local et ressourcement identitaire

L'analyse des explications en CS, commencée dès le 23 avril 2002, s'est poursuivie depuis. Suivant la procédure habituelle, les débats furent chaque fois introduits et ce faisant orientés par le premier secrétaire. On y retrouve quelques antennes du PCF, parmi lesquelles le poids de la participation gouvernementale. Si l'autocritique institutionnelle est patente, d'emblée l'accent est porté sur la responsabilité écrasante du centre partisan. La responsabilisation de la direction nationale, critiquée de longue date dans cette section « conservatrice », est récurrente et très majoritairement partagée tout au long de la période d'observation, ainsi que le résume le document « Débat préparatoire au congrès. Avis des communistes du Calais », représentatif de l'opinion des membres du CS :

« La responsabilité du PS ne saurait atténuer, et à plus forte raison, excuser celle de la Direction du Parti. [...] Nous avons été entraînés *nationalement* dans le naufrage du gouvernement. [...] A Martigues, au congrès d'il y a trois ans, en plaçant au centre de sa stratégie, sa « participation jusqu'au bout » ! dans le gouvernement de la Gauche Plurielle, non seulement le Parti a **nationalement**<sup>67</sup> fait naufrage avec Jospin mais il a contribué ainsi à perdre son identité communiste, laissant le soin à d'autres (LO, LCR) d'y faire référence ! Cette question de notre identité comme de notre histoire est fondamentale. [...] C'est notre incapacité à être crédible et utile pour avancer *nationalement* des réponses... » (je souligne)

La critique est confortée par la comparaison des résultats locaux et nationaux du parti. Opposant la bonne tenue du parti aux municipales de 2001, et depuis peu aux élections de 2004, aux « mauvais » scores obtenus localement et nationalement par les candidats du parti lors des scrutins nationaux, les communistes calaisiens concluent à l'innocuité du discours national du parti, accusé de brader l'identité communiste – à l'image de la liste « Bouge l'Europe » présentée par le PCF aux européennes de 1999, mais ouverte à parité aux représentants de la « société civile ». L'autocritique, comme après le recul de 1981-1984, porte notamment sur la participation gouvernementale, jugée trop peu combative<sup>68</sup> :

« L'union, on a l'eue dans l'oignon. [...] L'union, ça n'a jamais été une coucherie » (secrétaire de cellule, CS, 24/04/02).

Puisqu'ils ont mené une « *bonne campagne* », c'est donc que le vote a sanctionné la candidature de Robert Hue et la mutation qu'elle incarne. Puisque Calais fait figure de « *dernier bastion communiste* », les communistes de la section s'érigent en modèle à suivre, inscrivant les solutions au problème national dans le local :

\*« Si toutes les sections avaient travaillé comme nous, on n'aurait pas à faire ce travail » (secrétaire de cellule, CS, 7/10/02)

\*« On peut résister, comme aux européennes où on a fait tout bon sur Calais. On peut faire tout bon » (premier secrétaire, CS, 4/10/04)

\*« Y avait rien d'irréparable. Regardez, à Calais, on est encore là » (secrétaire de cellule, idem)

\*« Calais est le dernier bastion communiste. Pourquoi les autres se sont effondrés ? Je crois qu'ils ne font pas le même travail que nous. Il faudrait peut être leur communiquer nos initiatives » (secrétaire de cellule, CS, 4/10/04)

\*« Je crois qu'on se plante au niveau national : on n'a pas fait une analyse juste, on n'a pas tiré les conséquences du 21 avril. [...] Il va falloir faire monter les exigences de la section de Calais pour faire comprendre à la direction qu'il n'y a pas que les Parisiens qui peuvent comprendre, que nous aussi dans le Pas-de-Calais, on a des idées » (maire, CS, 7/10/02)

Dès lors, le raisonnement tend à devenir tautologique, les caractéristiques de la section devenant prescriptions : la section cultive son unité, donc le parti doit rester le plus uni possible ;

---

<sup>67</sup> En gras dans le texte.

<sup>68</sup> Selon Marc Lazar, cette réaction est habituelle : « A chaque fois que le PCF « a fait de la politique », qu'il ne s'est pas « contenté de protester et de témoigner », « il a connu de fortes turbulences internes ». Lazar (Marc), « L'étrange passion politique du PCF », *Communisme*, 69, 2002, pp. 7-23 (p. 20).



le parti essaie localement de « *garder* » le lien avec les luttes dans les entreprises, donc le PCF doit recentrer son activité en ce sens, etc.

Parallèlement est réaffirmé le poids de la base :

\*« Le national, s'il ne tient pas compte de nous, c'est qu'il est mal choisi. Notre parti s'est trop intellectualisé, et ne représente plus ce que les gens souhaitent à la base » (militant, CS, 2/12/12)

Cette attitude, systématique au PCF après ses rares passages au gouvernement, n'est pas sans rappeler les réactions du PS dans les situations analogues<sup>69</sup>. Elle s'inscrit en outre dans la vague récente de démocratisation partisane et de revalorisation de la ressource adhérente<sup>70</sup>, envisagée comme réponse à ce que d'aucuns nomment « la crise des partis politiques »<sup>71</sup>. Cette réaction est d'autant plus révélatrice des divergences au sein du PCF que c'est à propos de la participation gouvernementale que, pour la première fois en 1997, les adhérents avaient été invités à exprimer leur opinion ; tout se passe comme si les militants de la section ne reconnaissaient pas la valeur de l'opinion de la majorité des adhérents de leur parti.

Le PCF est de même convié à se ressourcer dans son passé. La comparaison, effectuée par les militants comme la direction, avec l'époque où le PCF était fort, dévoile les croyances sur ce qui fondait la force du PCF, qu'il s'agit de reproduire : l'unité du parti, la visibilité médiatique, la proximité avec « *les gens* » et surtout l'ouvriérisme :

\*« Les cellules d'entreprises sont vitales. On pouvait aider les syndicats, dire des choses que la CGT ne pouvait pas dire, connaître la situation dans les entreprises. [...] Reprenons notre position de PCF autonome. La seule chose qu'on risque, c'est de remonter. [...] J'ai adhéré il y a trente ans dans le parti des travailleurs. Aujourd'hui, le parti, c'est beaucoup de permanents déguisés, des enseignants qui nous expliquent comment on est exploité, et on a l'impression que des ouvriers, il n'y en a plus » (délégué, conférence de section, mars 2003)

\*« J'étais adhérente, et j'ai arrêté en 2001. Je regrettais l'abandon du terme classe ouvrière. Je suis revenue car je commence à le réentendre » (déléguée, idem)

\*Le premier secrétaire : « Si notre parti tient ici, c'est notre activité à l'entreprise qui l'explique ».

\_Un militant : « C'est clair » (CS, 25/10/04)

\*« Il y a un article dans *l'Humanité* d'un sociologue, qui dit que la classe ouvrière est laminée depuis quelques années. Il dit que la classe ouvrière a disparu. Mais elle existe encore. Il faut savoir comment est constituée cette classe ouvrière pour pouvoir la reconquérir » (secrétaire de section, 2/12/02)

\*« Comment se ressourcer avec toutes ces tendances ? » (secrétaire de cellule, CS, 7/10/02)

Dévoilant la dépendance aux savoir-faire routiniers, les analyses tendent à reproduire l'idéalisation du passé à laquelle se livrent régulièrement les adhérents dans les discussions informelles où chacun y va de ses souvenirs d'« ancien combattant » :

\*« Il n'y a plus ça maintenant. C'était le beau parti » (à propos de l'ancienne fête de section, entretien, ancien secrétaire de section, février 2001)

\*« C'était des bons souvenirs. Quelles rigolades ! C'était vraiment la bonne époque » (à propos de collages d'affiches, entretien, ancien secrétaire de section, février 2001)

\*« Les anciens avaient la nostalgie d'une époque où il y avait des réunions de cellule régulières, où la cellule vivait, où c'était une espèce de grande famille, les années 70 quoi globalement. Et donc dans leur idée, dans la manière dont on essayait de relancer la cellule, il fallait essayer de reconstruire cette cellule mythique, du passé quoi » (entretien, secrétaire de section, septembre 2002)

L'idée qu'« *il faut refaire ce qu'on faisait avant* », y compris au niveau local, est globalement partagée, même si quelques militants, parmi les mieux dotés en capital culturel, émettent, des

---

<sup>69</sup> Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français (1905-1992)*, Fayard, 1992. Les auteurs montrent que les passages au pouvoir provoquent une crise morale au sein du PS. Cette dernière tend à provoquer une refondation autour de la base (la primauté des adhérents) et de l'ancrage social.

<sup>70</sup> Andolfatto (Dominique), « Les adhérents : une ressource réévaluée », in Andolfatto (Dominique), Greffet (Fabienne), Olivier (Laurent), dir., *Les partis politiques, quelles perspectives ?*, L'Harmattan, 2001, pp. 99-114.

<sup>71</sup> Cf. les communications à l'atelier « Les partis politiques et la question de la démocratie interne », Congrès de l'AFSP, Lille, septembre 2002.

doutes sur la possibilité du retour en arrière. Pour ces derniers, la montée de l'individualisme et la toute puissance des médias qui caractériseraient notre époque nécessitent d'inventer de nouveaux répertoires d'action, plus en phase avec les conditions actuelles de la compétition politique. Le réflexe passéiste est alors interprété par les moins opposés à la mutation et/ou ceux qui prônent un engagement moins prenant, comme une preuve de l'impasse idéologique et stratégique dans laquelle se trouve aujourd'hui le PCF et devient source de désarroi :

« On ne parle que du passé. On sait pourquoi. Ce qu'il faut, c'est voir l'avenir » (secrétaire de cellule, CS, 2/12/02)

On le voit, cette démarche analytique n'est pas sans soulever quelques contradictions, expressions du désarroi auquel se heurtent les militants. Si l'abandon des anciennes façons de faire est déploré, jamais les raisons de ces abandons ne sont envisagées. La volonté de renouer avec les méthodes du passé se heurte par exemple à la raréfaction des forces militantes. D'un côté, on critique la perte de l'esprit de parti, de l'autre on fait parfois preuve de dédain vis-à-vis des camarades d'autres sections. De même, les membres du CS dénoncent les divisions internes du PCF, mais n'ont pas hésité à médiatiser leurs divergences tant avec la fédération qu'avec la direction nationale. Tandis que « *le national* » est critiqué pour n'avoir pas su effectuer les choix idéologiques et stratégiques qui s'imposaient aux yeux des militants, on lui demande de fournir de l'idéologie. Autre exemple du malaise que les militants de la section expriment à l'encontre de l'organisation nationale (de l'étiquette PCF en l'occurrence) : la volonté exprimée d'affirmer la présence du PCF dans les organisations périphériques (CNL, comité de défense des services publics, association « Les amis de Fanga ») n'est le plus souvent effective que dans les médias communistes :

« On avait fait très attention à ce que... à la différence des autres campagnes où nous on s'est investi, et y compris quand il y avait des conférences de presse, moi je sais que j'y étais. Et là on s'était volontairement tout à fait mis à l'écart. Parce qu'on savait bien que les autres allaient mener campagne exclusivement là-dessus. Mais nous en direction des nôtres, on a été très très clair. [...] Dans *Liberté*, c'est les nôtres » (entretien, premier secrétaire, septembre 2004)

### « *Montrer qu'on existe* »

La croyance en l'impératif de visibilité médiatique, largement répandue dans le champ politique, se double, au sein du PCF, de celle que l'influence du parti passe par la proximité physique et sociale entre les militants et responsables communistes et leurs clientèles<sup>72</sup>.

La couverture, notamment médiatique, dont le parti est l'objet constitue dans ce cadre une explication externe du déclin du parti. Les journaux locaux et nationaux sont ainsi régulièrement accusés de censurer le parti. Les membres du CS craignent en effet que le parti, régulièrement présenté comme mort, ne sombre dans l'oubli, y compris dans les lieux où il reste implanté comme à Calais. Ainsi l'une des questions récurrentes au sein du comité de section concerne-t-elle les moyens d'assurer cette visibilité, et par là-même l'existence du parti : depuis l'évocation de « *refaire les marchés* » et la tenue des bureaux de vote (« *comme ça les gens voient qu'on est présent* ») lors des élections jusqu'au site Internet, publications régulières de tribunes dans la presse locale, et invitations récurrentes de journalistes aux manifestations du parti, en passant par l'arrivée en groupe et en retard aux manifestations « *pour bien montrer d'où vient le gros des troupes* », le souci de visibilité est permanent :

\*« Il faut des trucs qui sortent de l'ordinaire pour faire venir la presse » (premier secrétaire, CS, 15/04/02)

\*« Il faut montrer que les communistes sont là, en nombre, dans la rue. On fait des porte-à-porte le matin, car le soir il fait noir tôt. Les gens ouvrent moins facilement, et ils ne voient pas tous les militants, mais seulement ceux en face d'eux » (premier secrétaire, réunion de campagne, 6/03/02).

---

<sup>72</sup> Kriegel (Annie), « Des hommes comme les autres », in *Les communistes français, op. cit.*. S'il est contestable que les responsables sont des hommes comme les autres, leur souci d'apparaître comme tels ne l'est pas. Pour une critique, cf. Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », article cité.

\*« Le fait d'avoir fait les boîtes, quand on est allé dans les quartiers, les gens les avaient déjà [les tracts], ils nous avaient déjà vus. C'est très bien, on existe. La bataille décisive aujourd'hui, c'est la bataille de présence » (premier secrétaire, CS, 5/05/03)

\*« Le porte-à-porte est le meilleur de tout, il faut prendre plus de temps pour discuter. En particulier, dans nos quartiers populaires, on montre que les communistes sont là » (secrétaire de cellule, CS, 5/05/03)

La visibilité revêt une importance accrue dans le maintien du lien partisan. La publication de journaux de section constitue par exemple une preuve de l'activité et de la vitalité locale du parti. Toutefois, les répertoires d'action traditionnels du PCF nécessitent généralement un corps militant important et fortement investi. Entre les contraintes imposées par la raréfaction de la ressource militante (sur l'hypothèse de « *tracter* » à la sortie des boulangeries : « *Il faut du monde. Le dimanche, ça va être dur. Ou alors on fait seulement les plus importantes* ») et la croyance en la nécessité de maintenir ces façons de faire routinières, les dirigeants de la section ont opté pour une tactique défensive, destinée à conserver tant l'électorat que les adhérents et à reconquérir ceux qui ont récemment pris leurs distances avec le parti. Devant la démobilisation électorale des milieux traditionnellement favorables au parti, en période électorale, l'essentiel de l'effort de propagande est tourné vers eux. Ainsi chaque adhérent est-il visité par des responsables ou candidats du parti, tandis que les porte-à-porte sont concentrés sur certains quartiers :

« On évite certains quartiers, on privilégie les endroits où on est déjà bien implanté, pour consolider et mobiliser les troupes » (premier secrétaire, réunion de campagne, 6/03/02).

A l'intérieur même des quartiers visités, certaines maisons sont ainsi évitées par les militants ayant le mieux intériorisé la logique défensive car « *on ne va pas déranger les bourgeois* » (membre du secrétariat de section, porte-à-porte, 13/04/02)

Le contenu de la propagande, axé sur la proximité, est lui aussi orienté vers ces populations à reconquérir ou à conserver. La volonté de reconstituer des identités de quartier, matrices d'adhésion au parti<sup>73</sup>, rejoint ici l'impératif actuel de « proximité »<sup>74</sup>. Un effort particulier est par exemple porté sur le quartier du Fort-Nieulay, celui où le vote en faveur du PCF est le plus élevé. Là, les responsables de la section essaient de cultiver une identité communiste à l'attention de ses habitants (par des tracts spécifiques par exemple) :

\*« On cultive l'esprit de quartier du Fort, et même si ce n'est pas vrai, l'idée que c'est un bastion » (premier secrétaire, réunion de travail, 20/11/02)

\*« Pour le journal de section, on individualise les photos par secteur, pour garder la présence des copains, qu'il y ait une permanence. On peut aussi envisager des tracts de cellule à l'intérieur du journal de section, mais ça coûte des sous » (premier secrétaire, CS, 4/10/04)

Dans un contexte de baisse globale de l'engagement des adhérents et militants, le militantisme à la carte<sup>75</sup> ou, à un autre degré, la mise en place d'un réseau de sympathisants ont pour but de maintenir le lien partisan en lui permettant de se relâcher et en abaissant les coûts du militantisme :

\*« On essaie de tenir les horaires, car le militantisme a changé, et quand un camarade dit « j'ai une heure », il faut qu'il puisse être libre après et savoir comment il va pouvoir quoi faire de son temps. A part les quelques stakhanovistes qui restent, on ne peut plus demander aux adhérents autant d'investissement. [...] Ici, on prend chaque camarade comme il est, on a tous une vie, on est plus ou moins militant, l'essentiel c'est qu'on se retrouve au moment de la bataille politique » (premier secrétaire, conférence de section, 4/12/04)

\*« Sur la façon de faire, on ne se trompe pas en disant qu'il faut qu'on y aille. Nous, on veut que les militants aient l'esprit dégagé. On organise tout et après vous pouvez y aller » (premier secrétaire, CS, 9/01/04)

---

<sup>73</sup> Molinari (Jean-Paul), « Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », *Communisme*, 15/16, 1987, pp. 34-51.

<sup>74</sup> Lefebvre (Rémi), « La rhétorique de la proximité », *Les Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, 35/36, 2001, pp. 11-132.

<sup>75</sup> Contradictoire avec la nécessité d'assurer une mobilisation permanente de ses militants. Cf. note 39.

En d'autres termes, le militantisme communiste local oscille entre maintien des pratiques traditionnelles et invention de nouvelles techniques d'affiliation et d'homogénéisation partisane. Ce néo-communisme<sup>76</sup> illustre à sa façon le changement de statut de la personne à l'œuvre dans le militantisme, le privé devenant un signe politique qui entre dans la définition des rôles publics du bon militant<sup>77</sup>.

Parallèlement, certaines actions visent à sortir de cet enfermement défensif. Inquiets du vieillissement du « peuple communiste », les militants appellent de leurs vœux un rajeunissement du parti et la recherche collective de nouvelles façons de mobiliser (« *Il faut qu'on ait un syndicalisme et un PC qui nous forment, qui soient modernes* » ; « *Il faut moderniser nos moyens de communication. On devrait faire une réunion pour y réfléchir* » (délégués conférence de section, 4/12/04)). Et de fait, les « jeunes », mais aussi les nouveaux adhérents, font l'objet d'un effort particulier d'affiliation de la part des dirigeants. Ils sont ainsi conviés à la conférence de section ou dans les délégations que la section envoie dans les réunions fédérales. Le rétablissement de pratiques missionnaires, dans un esprit altermondialiste, rejoint cette préoccupation de rajeunissement, ainsi que le montre clairement ce propos du responsable de l'association « Les amis de Fanga » :

« Une démarche altermondialiste pour montrer le bilan du capitalisme à travers le monde [...], faire un travail spécifique avec les jeunes plus sensibles à ce type d'actions. [...] Le 2<sup>e</sup> instrument pour mettre ça en place, c'est la municipalité, que l'association sollicitera. [...] On peut tisser des contacts avec des gens qui n'ont pas de lien naturel avec nous. [...] Les jeunes qui y vont, quand ils reviennent, ils sont différents politiquement, on peut faire des choses » (CS, 17/04/03)

## Les registres de mobilisation

Les permanents jouent un rôle prééminent au sein de la section. Parmi leurs fonctions, ils doivent notamment mobiliser les militants autour d'initiatives, censées faire avancer la cause défendue par l'organisation. Ils contribuent ainsi à la construction et à l'entretien des raisons de militer. Pour ce faire, ils usent de registres à travers lesquels ils donnent sens à la mobilisation militante<sup>78</sup>. Les membres du comité de section reçoivent ce discours, à charge pour eux de le répercuter aux adhérents qu'ils représentent.

Ces répertoires, utilisés pour mobiliser plutôt que pour convaincre, ne sont diffusés qu'en interne ; la plupart sont habituels, voire rituels, au sein du PCF. Le principal concerne la nécessité et l'utilité des luttes, au fondement du militantisme. La conférence de section du 4 décembre 2004 est à ce titre exemplaire de cette valorisation du registre de la lutte. Les militants, en particulier ceux qui « *luttent* » au sein d'un syndicat ou d'une association, étaient ainsi appelés à raconter leur expérience. L'interaction ci-dessous illustre comment les responsables de la section ont tenté de leur faire dire à quel point il était utile de lutter :

Le secrétaire en charge de l'animation du débat sur les luttes à l'entreprise demande aux « copains de l'hôpital » de raconter comment s'est déroulée leur lutte et ce qu'elle a amené. L'un d'eux répond, mais change assez vite de sujet. Un second secrétaire intervient : « Sur l'hôpital, ce qui m'intéresse, c'est comment vous avez réussi à développer l'action, le travail que vous avez fait ». Le militant convié reformule une réponse, mais elle ne semble toujours pas aller dans le sens souhaité par la direction de section. A la fin de la conférence, un des secrétaire me dit en aparté : « On n'a pas réussi à amener le copain à parler de ce dont on voulait qu'il parle ». Lors de la conclusion qui clôtura la conférence, le premier secrétaire dit néanmoins : « On a une section qui va bien, qui travaille bien, et le lien à l'entreprise est constant, et explique qu'on résiste mieux qu'ailleurs. [...] Il faut se battre, et on a bien vu avec le Duty free ou avec l'hôpital qu'on a raison de se battre ».

La rhétorique de la lutte est au fondement de l'identité et de la stratégie communistes ; elle permet « d'éviter des remises en question [et] de thésauriser les avoirs qu'il [le parti] a accumulés »

---

<sup>76</sup> Mischi (Julian), article cité.

<sup>77</sup> Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », cité, p 192 sq.

<sup>78</sup> Briquet (Jean-Louis), « Les amis de mes amis... Registres de la mobilisation politique en Corse rurale », *Mots*, 25, 1990, pp. 23-41.

depuis 1920<sup>79</sup>. Elle constitue donc un registre consensuel, utile en période de dissensus. Lire le monde social dans cette perspective, diffusée au moyen d'une pédagogie de l'exemple concret vécu, constitue en outre un moyen de conflictualiser, et ce faisant de politiser et donc de mobiliser<sup>80</sup>. Le registre de la lutte offre l'avantage d'être utilisable hors des périodes électorales et permet aux dirigeants d'assurer l'activité militante constante que demande le parti. Certains propos tenus dans le huis-clos du CS par les permanents sont révélateurs de cette nécessité (cf. supra). Par conséquent, on pourrait dire que pour ceux qui reçoivent ce discours, en période électorale, il faut se mobiliser parce qu'on est en campagne ; hors période électorale, il faut se mobiliser parce qu'on n'est pas en campagne.

De même, le passé est parfois mobilisé, essentiellement en direction des anciens militants. Profitant de la réalisation d'un mémoire de maîtrise sur la section de 1921 à 1945<sup>81</sup>, les responsables ont organisé une fête pour célébrer les 82 ans de la section. Les invités, parmi lesquels les anciens adhérents, s'y sont vu remettre une plaquette qui résume ledit mémoire. Dans un parti où le registre mémoriel est fonction des impératifs du présent, où les rappels au passé explicitent la norme du groupe, la sélection, y compris inconsciente, des éléments figurant dans le résumé n'est peut être pas anodine<sup>82</sup>. L'accent est ainsi porté sur le développement de l'activité du parti avec la valorisation constante des militants qui y ont contribué. Les rappels à l'œuvre du gouvernement provisoire de la Libération, mobilisés pour contester les réformes de l'actuel gouvernement en matière de Sécurité sociale notamment, s'inscrivent aussi dans ce registre. Le passé est surtout utilisé de façon ponctuelle, quand l'actualité le permet (rappel des luttes antifascistes du PCF après le premier tour de la présidentiel).

A l'inverse, la « *possession* » de la mairie permet un usage fréquent, qui s'adresse à tous, de la matrice municipale<sup>83</sup>. On le voit par exemple à la conférence de section de 2003, où les militants ont reçu le « projet de ville », document destiné à souligner l'action entrepreneuriale du maire, ainsi que la plaquette qui vante les mérites de la ville aux entreprises. Par ailleurs, les autorités municipales communistes mobilisent traditionnellement population et réseaux militants sur le registre de la défense de l'intérêt communal et du respect de l'échelon municipal face à l'Etat. Ainsi en fut-il à plusieurs reprises à Calais depuis 1971 (mise en œuvre du plan d'urgence (alternative au SDAU), prolongement de l'A26, extension de l'IUT, attachement du ferry « Champs Elysées » au port de Calais, etc.). Dans la période observée, une démarche de ce type a été lancée pour que l'Etat tienne ses promesses d'indemnisation compensatrice du manque à gagner lié à la disparition du duty free qui dopaient le trafic transmanche. Dans ce cadre, les militants ont été sollicités afin de maximiser le nombre de signatures recueillies par la pétition municipale. Au-delà de cet exemple, les militants communistes sont régulièrement appelés à se mobiliser pour défendre la municipalité ; les arguments utilisés soulignent notamment la nécessité de conserver cette position face à la droite en particulier, mais aussi au PS. L'implantation du PCF devient de ce fait une incitation militante en soi, quelle que soit la position à défendre. Il en est de même lorsque les militants communistes locataires de l'OPHLM sont appelés à se mobiliser pour élire les candidats de la CNL (encore proche du PCF à Calais) : « *C'est [le maire] le président* ». Au-delà de la perte de clientèles, la perte de positions prive en effet le parti de ressources importantes, mais provoque aussi le désengagement d'une partie de ses militants et adhérents. C'est pourquoi les membres du CS ont été « briefés » sur les arguments à employer pour justifier en interne comme en externe les décisions les plus impopulaires du maire et de la

---

<sup>79</sup> Lavau (Georges), *A quoi sert le PCF ?*, Fayard, 1981, pp. 317 sq. (citation p. 350).

<sup>80</sup> Cf. les communications à l'atelier « Conflictualisation et politisation », congrès de l'AFSP, Lille, septembre 2002.

<sup>81</sup> Baude (Valery), *Le communisme à Calais de 1920 à 1945*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université du Littoral, 1998.

<sup>82</sup> Lavabre (Marie-Claire), *Le fil rouge*, *op. cit.*

<sup>83</sup> Le constat de réduction du militantisme autour de l'activité des élus semble des plus répandus. Cf. par exemple Bertho (Alain), *La crise de la politique*, *op. cit.*

municipalité (sur les questions sensibles des réfugiés et de l'extension du stationnement payant notamment).

A Calais, le registre municipal se double de la construction d'un leader charismatique en la personne du maire. Les militants sont régulièrement appelés à se mobiliser pour défendre la personne du maire, quel que soit le rôle dans lequel celui-ci officie (candidat aux européennes ou au CN du PCF, président de l'OPHLM...). Le maire est alors présenté (et perçu) comme doté de qualités exceptionnelles qui justifient qu'on le mette en avant. En parallèle, à l'image des héros communistes<sup>84</sup>, il est présenté et se présente comme un homme simple, ancré dans le réel et la vie quotidienne des gens, dynamique et parlant vrai :

\*« Il faut des hommes comme [le maire] à la direction nationale » (délégué, conférence de section, mars 2003)

\*« Heureusement qu'il y a des gens comme [le maire], c'est très bien » (militant, CS, 17/06/02)

\*« [le maire] a toujours ses liens avec le parti, il connaît la vie des gens, il a l'expérience de militant communiste, et Calais est la plus grande ville communiste de province. Il est déjà à l'ANECR. On le propose pour secouer le cocotier » (premier secrétaire, conférence de section, mars 2003)

Dès lors, le maire, avec l'aide de la section, apparaît comme un homme providentiel qui peut contribuer à sauver le parti, ainsi qu'en attesteraient ses résultats électoraux :

« Je crois que Calais, ce que les copains ont compris, Calais peut jouer un rôle [pour] une remise en état de la fédé » (entretien, secrétaire de section, septembre 2004)

Ce faisant, les responsables de la section mobilisent les militants autant autour d'une spécificité locale qu'autour du centre partisan décrié. Précisément, l'homme est providentiel en ce qu'il paraît à l'image des militants, qu'il entre dans la norme indigène du bon militant et du bon dirigeant et qu'il est en cela associé à l'expression de la base<sup>85</sup>.

Les militants sont enfin appelés à se mobiliser pour des raisons affectives. Les usages du terme « *copain* » semblent révélateurs de cette dimension affective forte : si on peut remarquer quelque effet de génération<sup>86</sup> – les militants les plus anciens étant moins enclins à l'employer que « *camarade* » – ou de situation – le « *copain* » est moins utilisé dans les cadres officiels ou les moments solennels – il semble que l'emploi soit connoté affectivement. Ainsi le terme « *camarade* » est-il souvent utilisé pour désigner les adhérents du PCF d'autres lieux, ceux que l'on ne connaît pas personnellement mais qui partagent les mêmes idées, tandis que « *copain* » tend à désigner les adhérents et sympathisants de la section, ceux avec qui on partage des affinités ou une certaine proximité, avec qui on se retrouve :

\*« J'ai connu une période où, si tu venais pas à deux ou trois reprises à ta réunion de cellule, t'avais un *copain* qui venait voir si t'étais pas malade, si t'avais pas un problème, bon t'existais. Tandis qu'aujourd'hui, quelqu'un que tu vois plus pendant 6 mois, bon, sauf si c'est quelqu'un avec qui t'as lié des liens d'amitié, bon..., un *camarade*, bon on peut le laisser six mois sans lui demander ce qu'il devient » (entretien, secrétaire de section, septembre 2002, je souligne)

\*« Quand on parle des communistes en, général, on dit « les camarades », et quand on parle de la section de Calais, on dit « les copains ». Pour moi, les copains c'est plus chaleureux. C'est la même idée plus un rapport humain. [...] C'est les personnes âgées qui disent plus camarades » (entretien, secrétaire de cellule, décembre 2004)

---

<sup>84</sup> Un dirigeant communiste se veut un homme quelconque ; « le héros communiste, parce qu'il symbolise le peuple, ne doit manifester que les qualités populaires les plus communes : la simplicité cordiale, la solidarité, la modestie ». Kriegel (Annie), *Les communistes français, op. cit.*, p. 209.

<sup>85</sup> Toute chose n'étant pas égale par ailleurs, ce point n'est pas sans évoquer la figure du sauveur, que Raoul Girardet associe aux crises de légitimité et d'identité. « Tout processus d'héroïsation implique [...] une certaine adéquation entre la personnalité du sauveur virtuel et les besoins d'une société à un moment donné de son histoire ». On peut de même rapprocher sur certains aspects l'idéalisation du passé et le mythe de l'âge d'or. Outre sa fonction de restructuration mentale, « le mythe est aussi puissance mobilisatrice » utilisé pour restructurer le groupe. Girardet (Raoul), *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1986, p. 82 et 181.

<sup>86</sup> Constat effectué dans Amar (Cécile), *Les nouveaux communistes. Voyage au cœur du PCF*, Denoël, 1999, pp. 217-264. Le clivage y est expliqué de la façon suivante : « C'est la mutation qui continue, on n'est plus des camarades, mais des amis » (p. 232).

Le terme est aussi conçu et employé en réaction à la baisse du nombre d'adhérents<sup>87</sup> :  
« Si on dit copains, c'est parce que les camarades ne sont plus assez nombreux. C'est une façon aussi de s'adresser aux sympathisants » (entretien, premier secrétaire, mai 2002)

Les fêtes ne rapportant que des sommes symboliques, la sociabilité est surtout pensée comme un moyen de (re)créer et d'entretenir les liens entre les adhérents, et par là les liens entre les adhérents et le parti. Elles constituent l'un des vecteurs de la politisation communiste et non un simple substitut :

\*« La sociabilité a disparu. C'est un vrai problème politique » (entretien, premier secrétaire, mai 2002)

\*« On pourrait offrir le café. C'est gratuit, c'est un autre mode de contact. Les gens sont contents » (maire, CS, 7/10/02)

\*« L'idée [de la réception des nouveaux adhérents], c'est de refaire de la politique » (premier secrétaire, CS, 17/04/03)

\*« Aux régionales, on fait 529 voix sur les bureaux du quartier. Aux cantonales, c'est Gisèle, *elle est du quartier, on la connaît bien, 734 voix. Ça montre que quand on touche les gens, on fait des bons scores.* Et aux européennes, alors que l'abstention est bien supérieure, on fait 761 voix. Peut être parce qu'on se connaît, on se voit souvent sur le quartier. *Il faut qu'on recrée la possibilité de créer du lien, de l'amitié entre les communistes.* Une cellule de 69 personnes ne fait même pas un repas, quand Marck [cellule d'une ville de l'agglomération, rattachée à la section] peut le faire. On y va pour un moment politique, mais un moment politique seulement, et après, c'est convivial, on discute de plein de choses, et on passe un moment agréable. Si on a un objectif à se fixer, c'est au moins un repas de section. On peut le faire avec un traiteur, pour pas cher, sans faire travailler tous les copains. Je suis pour un grand repas républicain de la section de Calais. Et si la section fait un repas, moi, je paie l'apéro [applaudissements] » (maire, conférence de section, 4/12/04, je souligne)

\*« Il faut faire un repas d'adhérents pour ressouder les militants entre eux. On a un peu de sous, et le but c'est qu'il y ait du monde, pas de gagner des sous. On fait payer le juste prix, pas besoin de bénéfice. En janvier, ça fait les vœux, un premier repas de section... » (maire, CS, 6/10/03)

\*« On est tous ensemble, on est une famille. [...] Je suis persuadé que c'est la bonne méthode et qu'il faut y aller. [...] Pourquoi on réinvente les fêtes d'immeuble ? Et ça marche alors qu'on discute de tout et de rien. Pourquoi ne pas parler de politique ? » (maire, CS, 9/01/04)

La proximité affective que suggère le terme ne semble donc pas totalement fortuite<sup>88</sup> : lorsque les militants sont appelés à se mobiliser autour de l'élection des représentants de la CNL ou du maire, c'est autant sur un mode affectif que politique, au nom de l'entraide, parce qu'« *il faut soutenir les copains* ». Cette « économie des tâches et de l'affectivité »<sup>89</sup> se retrouve lorsque les responsables tentent de susciter des vocations pour des collages, tracts ou toute autre forme de travail militant : c'est pour « *éviter que ce soit toujours les mêmes copains qui fassent tout* ». N'importe qui n'est donc pas un « copain » ; cela suppose de s'intégrer au groupe, bref de cultiver, par-delà une proximité politique, une certaine sociabilité qui actualise une forme d'engagement. Le mélange des registres politiques et affectifs n'est d'ailleurs pas une nouveauté, en particulier au PCF où une forme d'investissement affectif dans les chefs (Staline ou Thorez<sup>90</sup> par exemple) fut longtemps recherchée et symbolisée par des formules devenues célèbres (« le petit père des

---

<sup>87</sup> On pourrait encore envisager cet usage croissant comme allant de pair avec le changement de statut de l'individu visible dans le militantisme. Marie-France Vieux dit ainsi : « Au bureau national, on s'appelle par nos prénoms. « Camarade » est un joli mot, il fait partie de notre histoire collective. Mais il n'est plus porteur de la même chose. Avant, on était tous des camarades, aujourd'hui, on est des individus, on a un prénom », cité dans Amar (Cécile), *op. cit.*, p. 198.

<sup>88</sup> En dépit des risques de nominalisme inhérents à ce type d'approche, il est important de faire attention à ces catégories de classement et de jugement, qui, « inventées sur le moment, sonnent « juste » et condensent la vérité sociale d'une situation » : Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide l'enquête de terrain, op. cit.*, p. 267. Cf. aussi Offerlé (Michel), *Les partis politiques, op. cit.*, p. 68 ; Pennetier (Claude), Pudal (Bernard), « L'évolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant », in Gotovitch (José), Morelli (Anne), dir., *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000, pp. 13-26.

<sup>89</sup> Lavau (Georges), *A quoi sert le PCF ?, op. cit.*, p. 234.

<sup>90</sup> Sirot (Stéphane), *Maurice Thorez*, Presses de Sciences Po, 2000.

peuples », « l'homme que nous aimons le plus »). Tout l'enjeu réside précisément dans l'articulation des deux registres.

## **Rester au PCF**

L'observation de l'activité de la section de Calais a fait ressortir quelques traits saillants du militantisme communiste local. Dans ce « bastion »<sup>91</sup>, ainsi que la place est régulièrement qualifiée, les communistes disposent de nombreuses ressources, tant matérielles – comme le siège – qu'humaines – les permanents, les militants, les élus, voire l'équipe du maire – organisationnelles ou électives – la mairie notamment. L'ensemble de ces caractéristiques contribue à expliquer certaines formes et modalités du militantisme local. Dans un parti en perte de références idéologiques, dont la dimension téléologique tend à se désagréger, les registres de mobilisation des militants, qui contribuent à la mise en sens de l'acte militant lui-même, se concentrent autour de sa dimension sociétale, qu'il s'agisse du répertoire municipal ou de la promotion d'un leader charismatique connexe de l'exemplarité ressentie de la section. Certes, la défense et la promotion de la cause communiste constituent toujours l'horizon ultime vers lequel les militants sont appelés à militer. Mais celui-ci semble désormais flou aux yeux de ceux-là même qui s'engagent pour cette fin. Les luttes sont aujourd'hui le plus souvent parcellisées et ponctuelles, déconnectées du projet de société qui est censé les inspirer :

\*« Il n'y a plus de pensée, il n'y a que des coups de gueule sur le quotidien, des réactions conjoncturelles, mais la structure politique est morte » (entretien, premier secrétaire, mai 2002)

\*« On n'est plus le parti guide dont on pouvait se prévaloir avant, mais on a des batailles à mener » (premier secrétaire, conférence de section, 4/10/04)

La localisation qui caractérise nombre de répertoires de mobilisation est à cet égard significative de l'impasse téléologique dans laquelle se trouve aujourd'hui le PCF. Bien entendu, les motifs locaux du militantisme ne datent pas d'aujourd'hui, ni même du début du déclin du PCF. A bien des égards, ils sont consubstantiels à l'implantation communiste<sup>92</sup>. Néanmoins, ils apparaissent, aux yeux des militants en manque et en recherche d'une idéologie qui les satisfasse, comme le premier aboutissement possible de leur lutte. Les paroles de certains d'entre eux, offrant comme motivation principale, sinon unique, à leur engagement la mémoire de ce que furent le PCF et le communisme en général, attestent cette impression. Tout se passe comme si ces hommes et ces femmes militaient autant sinon plus au nom d'une certaine idée du parti, incarnée par son passé ou par la section locale et son idéologie, que pour une entreprise nationale dont ils contestent la ligne. En ce sens, peut-être est-ce au prix d'une localisation des motifs de l'engagement pour contre-balancer l'éloignement ressenti du centre partisan et remédier à la désidentification qui mène aux désengagements<sup>93</sup>, que la section maintient son activité militante. Toutefois, la tendance à la localisation n'exclut pas la loyauté de la section à l'égard de l'entreprise nationale, dont le destin n'est jamais dissocié de celui de l'entreprise locale.

Si les formes du militantisme ont pu évoluer, en raison de la raréfaction des ressources liée à la crise, de l'évolution de certaines technologies, ou encore de la nécessaire adaptation aux évolutions sociales<sup>94</sup>, ces mutations apparaissent marginales. De même, les techniques d'affiliation partisane n'ont que peu évolué, mais certaines semblent avoir pris une importance relative accrue. La dimension affective qui imprègne sciemment le militantisme communiste à Calais aujourd'hui ne constitue en aucun cas une nouveauté : nombre d'auteurs ont souligné cet aspect. Elle apparaît

---

<sup>91</sup> Les guillemets semblent nécessaires tant la notion manque de consistance et de précision. La qualification de bastion constitue en effet un enjeu de la compétition.

<sup>92</sup> Hastings (Michel), article cité.

<sup>93</sup> Catherine Leclercq, « L'identité partisane au prisme de la désidentification », article cité.

<sup>94</sup> Par exemple, quand les militants tractent, non plus à la sortie des grandes entreprises qui ont disparu, mais sur les ronds-points d'accès aux zones industrielles.



ainsi constitutive des difficultés du désengagement, et c'est aussi dans cette optique que la constitution d'affects est construite par les dirigeants de la section. Cependant, cette dimension affective semble prendre une importance croissante dans un militantisme plus désidéologisé. Avec la disparition de la plupart des cellules, les adhérents de base n'ont plus guère aujourd'hui de contacts avec le parti que lors des fêtes et cérémonies que celui-ci organise. Les cadres, dont on a souligné le désarroi idéologique, ne peuvent plus, quant à eux, bénéficier de la formation politique que leur offrait jadis le parti. Les difficultés que rencontre le PCF aujourd'hui pour produire et diffuser de l'idéologie favorisent la raréfaction de la perspective politique dans l'action militante. En définitive, le militantisme communiste semble reconfiguré, *relativement* plus festif et affectif qu'autrefois<sup>95</sup>. Pour autant, on ne saurait conclure à une dépolitisation totale. Outre les supports proprement politiques comme les journaux de section qui leur sont envoyés, les adhérents et sympathisants sont exposés au politique dans les moments de sociabilité. Les fêtes, vecteurs traditionnels de politisation des masses par le PCF, donnent le plus souvent lieu à des interventions politiques. En outre, par leur caractère collectif, elles détiennent un sens politique en soi.

Au risque de sombrer dans la tautologie, il semble utile de rappeler que rester au PCF, c'est aussi et avant tout peut-être, en être aujourd'hui adhérent, et l'être depuis un certain temps<sup>96</sup>. Ainsi les militants ici étudiés ont-ils fait le choix, malgré leurs doutes et critiques à l'encontre de « leur » parti, de ne pas le quitter<sup>97</sup>, ou, pour les plus récents, de le rejoindre. Comment expliquer ce choix ? Plusieurs hypothèses ressortent de l'observation menée<sup>98</sup>.

D'abord, on peut supposer que les militants adhèrent globalement aux raisons de militer qui leurs sont proposées : le caractère circulaire des échanges en CS suggère en effet, outre l'inégale distribution des ressources oratoires entre les membres de cette instance, que les militants s'approprient les prescriptions du premier secrétaire, celles-là même qui constituent les registres de mobilisation. On retrouve par ailleurs, dans certains échanges informels, mais parfois aussi en entretien avec les membres du CS, la plupart de ces argumentaires : ainsi de la nécessité de garder la mairie, de l'entraide entre « copains », de la promotion du maire en interne comme en externe...

Les difficultés du désengagement ne sont pas non plus à négliger. Plusieurs remarques tendent en effet à confirmer les résultats des travaux sur la question<sup>99</sup>. Ainsi de ce militant qui, mettant en exergue la fidélité à son histoire personnelle, me dit en aparté « *c'est pas après 35 ans de parti que je vais le quitter* ». Le plaisir que manifestent certains membres du CS à se retrouver tend de même à accréditer l'attachement affectif qu'ils ont pu développer entre eux, et ce faisant avec le parti en tant que communauté. Comme l'écrivait Antoine Spire à propos de son propre désengagement / exclusion, « C'est dur de perdre la grande confiance des camarades, le sésame merveilleux du « c'est un copain », « je suis un copain », qui en quelque endroit que ce soit ouvre

---

<sup>95</sup> Cf. Mischi (Julian), références citées.

<sup>96</sup> Tant il est vrai que la composition militante des partis se renouvelle substantiellement. Les militants qui restent sont par définition ceux qui sont au parti depuis un certain nombre d'années, condition que la plupart des membres du CS remplissent.

<sup>97</sup> La comparaison entre les modalités actuelles du militantisme et les raisons invoquées de l'adhésion (événement conjoncturel tels que la guerre d'Algérie ou la phase d'union de la gauche, « *pour les idées du parti* », par socialisation familiale) montre que, pour les plus anciens, le parti et la cause auxquels ils ont adhéré ne sont plus les mêmes. On ne reste pas nécessairement pour les mêmes raisons qu'on adhère.

<sup>98</sup> Faute d'avoir explicitement posé la question (délicate) en entretien (encore une fois, ce n'était pas l'objet principal de cette enquête), parce que les militants ne se posent pas non plus la question dans leurs réunions comme en CS, nous ne pouvons ici que nous limiter à des hypothèses et interprétations subjectives. Les quelques paroles portant explicitement et directement sur cet aspect ont toujours été délivrées de façon informelle, au détour d'une conversation en tête-à-tête. Néanmoins, les entretiens permettent de pallier partiellement cette absence de « preuves » par des questions sur les raisons de l'adhésion, ou sur les satisfactions et insatisfactions procurées par le militantisme.

<sup>99</sup> En particulier ceux de Catherine Leclercq, référence citée.

les portes de la confiance et de la fraternité »<sup>100</sup>. Le travail sur la sociabilité au sein de la section auquel se livrent les responsables doit donc être pris au sérieux, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse, bien qu'il soit toujours difficile de prouver formellement son efficacité. Comme l'exprime Annie Collovald, « sont méconnus les divers métiers du militant qui n'entrent pas dans la vision « administrative » du militantisme véhiculée par l'idée de la primauté de l'efficacité : non pas celui qui tient aux compétences techniques, à la construction de dossier, la mobilisation de réseaux, la possession d'un carnet d'adresses dont on peut dire qu'il désigne le travail du cadre dynamique et du chargé de relations publiques, mais ceux qui sont liés au *face à face* avec les autres, qu'il s'agisse de ceux qu'on aide, des collègues de travail, des pairs militants ou de ceux à qui l'on s'oppose. Là ce qui importe bien souvent ce sont le comportement « exemplaire » aux yeux d'autrui se jouant sur bien d'autres scènes que le lieu de travail, **l'acuité de la perception des situations vécues et des groupes d'interconnaissance, les capacités à gérer les désillusions et les déboires**, à remonter le moral ou à « braver » les petits chefs ou les responsables du personnel, à prendre en charge des malaises sociaux et des indignations sociales plus ou moins diffus et verbalisés nés des conditions de travail, **les savoirs de convivialité et de gestion des équipes, toutes compétences infiniment diverses et indissociablement sociales et politiques qui s'acquièrent dans l'ancienneté des pratiques de sociabilité**, de la culture d'atelier ou de bureau et du service militant. Or, pour adjacentes ou « à côté » qu'elles soient de l' « expertise managériale », **ces compétences ne sont pas secondaires comme ressources « locales » d'entraînement, de séduction, d'attraction et de fidélisation, bref de mobilisation et d'entretien de tout groupement** (même celui réputé reposé sur l'expertise ou le bénévolat) »<sup>101</sup>.

Les moins investis, qui sont aussi les moins rétribués, continuent peut être aussi de militer parce que l'engagement a évolué, est aujourd'hui moins prenant, empiète moins sur la vie privée, et ne suppose plus nécessairement l'adhésion formelle au parti. Le militantisme « à la carte », conçu dans cette perspective, semble en effet recueillir la faveur de nombreux adhérents.

L'hypothèse des rétributions, matérielles ou symboliques, du militantisme permet encore de suggérer quelques pistes<sup>102</sup>. La déception que certains militants manifestent lorsque leurs actions ne sont pas rapportées par la presse locale ou lorsqu'il n'ont pas été choisis pour représenter le parti peut être lue comme un besoin de rétribution à travers la reconnaissance sociale ou organisationnelle. Les membres du CS sont en quelque sorte consacrés par l'institution, du fait de leur présence au sein de cette instance. Plus leurs responsabilités sont importantes, plus ils sont redevables au parti de cet « honneur » et de cette confiance, voire du statut, à quelque degré que ce soit, que cela leur procure. En raison des caractéristiques de la population du CS, ces raisons de rester ne sont donc pas extrapolables aux « simples » adhérents. S'ajoutent à cela pour les élus et permanents les évidentes rétributions matérielles (bien qu'elles soient nettement moindres au PCF en raison du reversement d'une part substantielle des indemnités au parti) et la dépendance qu'elles induisent.

Enfin, il semble que les satisfactions procurées par l'accomplissement du travail militant en lui-même puissent intervenir. On peut ainsi discerner à travers l'emploi d'expressions comme « *on a bien travaillé* », « *un repos bien mérité* » les signes d'un « bonheur militant »<sup>103</sup>. Outre la part importante que prennent les permanents à la construction et à la diffusion de la norme militante dans le cadre du CS, les fêtes organisées, dès avant le résultat et « *maintenues quel que soit le résultat* » pour fêter l'élection constituent autant de célébrations du militantisme en lui-même et de son

---

<sup>100</sup> Spire (Antoine), *op. cit.*, p. 245.

<sup>101</sup> Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », article cité, p. 202 (nous soulignons).

<sup>102</sup> Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », article cité. Il convient toutefois de se méfier du caractère potentiellement tautologique de ce type d'explications. Cf. Agrikolianski (Eric), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 27-46, notamment p. 28.

<sup>103</sup> Lagroye (J.), Siméant (J.), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », article cité.

utilité. De plus, en remerciant et félicitant les militants pour leur investissement, les responsables et élus leur attribuent une part du résultat, d'autant plus valorisante lorsqu'il s'agit d'une victoire. Les résultats électoraux alimentent ainsi le militantisme.

En définitive, le sens donné à la mobilisation, tel qu'il ressort des propos tenus par les militants, semble avoir sensiblement évolué depuis leur adhésion. Autrement dit, ce n'est pas tant dans ses aspects objectifs que dans sa finalité et sa signification subjective que le militantisme communiste a changé.

\*

Il semble nécessaire en conclusion de rappeler les limites de l'analyse présentée ici. En premier lieu, les résultats et hypothèses formulés tiennent en grande partie à la spécificité du lieu et aux particularités des militants observés, ceux qui composent le CS pour l'essentiel. Aussi convient-il de ne les extrapoler à d'autres lieux ou à d'autres populations que sous réserve de vérification empirique. Les militants présentés sont, en raison de leurs fonctions mêmes, des militants qui refusent la défection, préférant, qui l'apathie, qui la prise de parole interne<sup>104</sup>. L'observation était par ailleurs centrée sur le cœur militant de la section, dans la perspective de contribuer à la compréhension des raisons de la résistance locale du militantisme. Or le regard porté, orienté par les conditions de l'étude, notamment la cooptation et la confiance que m'a accordées le premier secrétaire de section<sup>105</sup>, contribue tendanciellement à façonner l'objet étudié. On pourrait ainsi être porté à ne lire cette étude que comme une explication du maintien d'une organisation partisane forte localement. La focalisation sur les forces militantes vives et les particularités locales ne doivent pourtant pas cacher les symptômes de la crise du parti : incertitudes et frustrations des militants aguerris, difficultés à mobiliser et à renouveler le corps militant, impasse idéologique ressentie, dysfonctionnement des mécanismes qui assuraient autrefois l'homogénéité partisane, autant de facteurs qui expliquent la reconfiguration observée du militantisme communiste.

Nicolas Bué  
(Doctorant en science politique,  
CERAPS, Université Lille 2)

---

<sup>104</sup> Selon les catégories formalisées par Hirschman (Albert), *Défection et prise de parole*, Fayard, 1995, complétées par Bajoit (Guy), « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 2, 1988, pp. 325-345.

<sup>105</sup> Comme le précise Gérard Mauger, le « choix » des « complices » n'est pas sans effet sur les résultats obtenus : Mauger (Gérard), « Enquêter en milieu populaire », article cité.